

## Congrès de l'USS :

### A GAUCHE, L'AIGUILLAGE !

**L**es 14 et 15 octobre se déroulera le Congrès de l'Union syndicale suisse (USS). La situation internationale et nationale ne laisse planer aucun doute : pour l'ensemble du mouvement ouvrier, pour le mouvement syndical en particulier, l'heure de vérité se rapproche. La crise capitaliste est là, les offensives patronales se multiplient et se font plus dures à tous les niveaux.

Dans cette situation, le congrès de la plus grande organisation ouvrière du pays, l'USS, prend une importance particulière. Placera-t-il les premiers jalons d'une résistance ouvrière ou se contentera-t-il d'un doux ronron routinier ?

Le mouvement syndical suisse paie le prix de la paix du travail : sa base est désorganisée, le tranchant de ses orientations est bien émoussé. La collaboration gouvernementale de son principal parti, le Parti socialiste suisse (PSS), complètement aligné politiquement sur les options bourgeoises, est stérile.

Sortir de cette impasse ne sera pas facile pour l'USS. La paix du travail l'a transformée en un colosse aux pieds d'argile, sans beaucoup d'influence sur les fédérations syndicales. Rarement celles-ci se seront si peu intéressées à un congrès de l'USS.

**M**algré cela, quelques propositions au congrès prennent valeur de test. Plusieurs d'entre elles exigent que la lutte pour l'intégration des collègues immigrés et la suppression des statuts discriminatoires soit poursuivie. Cependant, la direction de l'USS cherche à éviter qu'à cette occasion, la discussion ne débouche sur l'essentiel : quels moyens utiliser pour aller de l'avant. Mais sans stratégie pour réactiver le mouvement, pour renforcer les syndicats, toutes les résolutions ne resteront que des vœux pieux.

Le test le plus important concerne toutefois les propositions de lancement d'une nouvelle campagne et d'une nouvelle initiative pour la réduction du temps de travail. Il n'est plus possible d'y opposer des promesses d'améliorations par le biais des conventions collectives, comme au congrès de 1976 lorsque la direction de l'USS se battit contre le soutien à l'initiative pour les 40 heures (lancée par le PSO, les POCH et le PSA) en faisant état d'une lettre des patrons promettant une diminution des horaires par la voie conventionnelle.

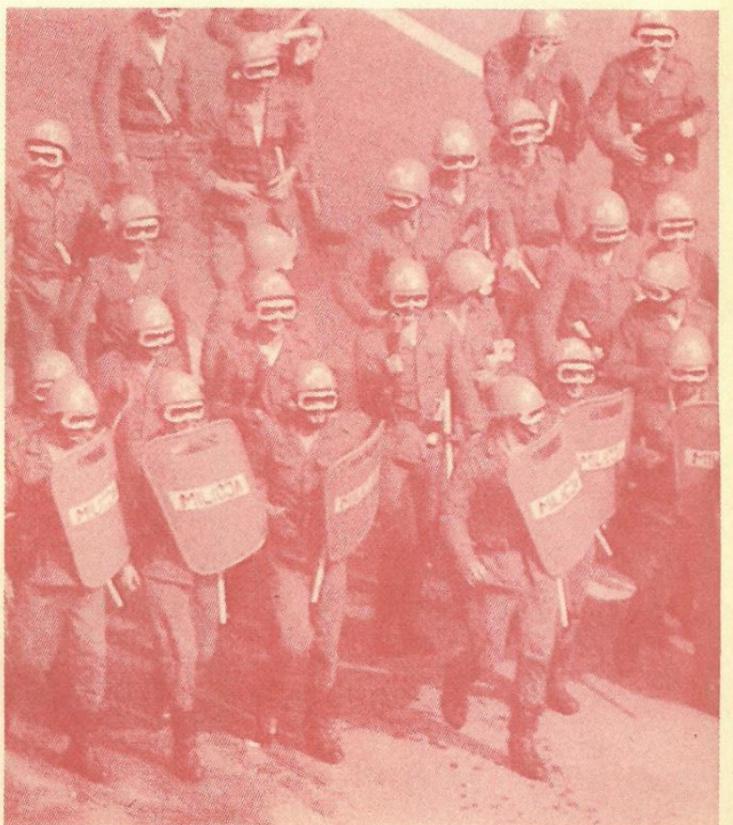
**R**écemment, les patrons et le conseiller fédéral Honegger ont clairement fait savoir que le temps de travail ne serait pas réduit. Le mouvement syndical s'opposera-t-il au veto des patrons et du gouvernement, même par le simple moyen d'une initiative populaire, en rassemblant toutes les forces nécessaires ou baissera-t-il les bras ? La direction accepte ces propositions de réduction du temps de travail "pour examen". On ne réussit toutefois pas ce genre de test par l'examen, mais bien en décidant et en agissant. Des milliers de salariés veulent savoir si leur propre direction les condamne à l'inaction ou si leur organisation est un lieu où ils peuvent se rassembler pour se défendre. Pour répondre positivement à leur attente, pour passer ce test : à gauche, l'aiguillage !

• La Brèche

## Lôzane Bouge :



## Pologne :



## Répression et procès du KOR

## SOUTENEZ LA PRESSE RÉVOLUTIONNAIRE :

### ABONNEZ-VOUS À LA BRÈCHE

Tous les 15 jours, La Brèche fournit à ses lecteurs et abonnés une information unique :

— **parce que nous prenons parti.** Volontairement, clairement. Nous ne sommes pas de ceux qui croient être objectifs en distribuant un coup à droite et un coup à gauche. Nous traitons nos sujets d'un seul point de vue : celui des opprimés. Contre toutes les oppressions.

— **parce que nous parlons de ce que les autres taisent.** Journal d'information politique, La Brèche ne considère pas que la politique se résume aux manœuvres tactiques des états-majors ou aux états d'âme des politiciens. Politique et vie quotidienne ne sont pas séparées. Nous ne les séparons pas.

— **parce que nous sommes internationalistes.** Notre couverture des événements internationaux est — compte tenu de la faiblesse de nos moyens matériels — exceptionnelle. Journal du PSO, section suisse de la IVe Internationale, nous bénéficions de la collaboration de centaines de correspondants dans des dizaines de pays. Ceux qui traitent ainsi de la situation dans leur pays n'écrivent pas pour passer le temps. Ce sont des militants ouvriers, profondément engagés dans les luttes. D'où cette qualité de l'information que l'on ne trouve pas ailleurs.

La Brèche : unique, indispensable.

N'HÉSITEZ PAS :  
ABONNEZ-VOUS !

Deux possibilités :

*Vous êtes convaincus :*  
Abonnement normal : une année (20 numéros environ) 45 francs.

*Vous voulez juger sur pièces :*  
Abonnement 7/10 : 7 numéros pour 10 francs.

## NOVEMBRE : MOIS DE L'ANTIMILITARISME !

**9 novembre 1932 :** l'Armée suisse tire sur une manifestation antifasciste à Genève. Bilan : 13 morts, de nombreux blessés. L'Armée suisse démontre, ouvertement, victimes à l'appui, qu'elle est une armée de guerre civile.

Pour rappeler ces événements et commémorer la mémoire des victimes, plusieurs manifestations sont organisées en Suisse romande :

### A Lausanne :

L'Organisation de jeunesse "La Taupe" organise le **samedi 23 octobre**, au CPO (Centre paroissial de la Croix d'Ouchy), une **fête antimilitariste**. Au programme :

dès 18h. : "La clef", film sur l'histoire du peuple palestinien.

dès 20h. : "Genève, 9 novembre 32", film de Jacqueline Veuve, suivi d'un débat : "Que faire contre l'armée ?".

dès 21h.30 : musique avec **ASB** (rock-reggae).

### A Genève :

grande semaine de commémoration du massacre du 9 novembre 1932.

L'Union des syndicats du canton de Genève (USCG), la Fédération des syndicats chrétiens de Genève (FSCG), le Parti socialiste, le Parti du Travail, le Parti socialiste ouvrier (PSO), l'Organisation de jeunesse "La Taupe", le Comité de soldats et le Comité interécoles organisent du 2 au 9 novembre une série de manifestations. Entre autres :

— une exposition de documents d'époque mise sur pied par l'Université ouvrière de Genève (salle du Faubourg);

— une soirée d'information et de débats avec des témoins de l'événement le vendredi 5 novembre (salle du Faubourg);

— un tour de chant de Roger Cunéo, consacré aux chansons ouvrières;

— une **manifestation de rue le samedi 6 novembre** (départ 14h.30, rue du Mont-Blanc), centrée autour de revendications comme "L'armée ne doit plus tirer sur le peuple", "Pour un référendum sur les crédits militaires", "Non à la répression des objecteurs de conscience, non à la répression des soldats en lutte pour leurs droits". Un monument commémoratif sera inauguré.

— Le soir du 6 novembre se déroulera une grande fête, toujours à la salle du Faubourg. Au programme : cirque, folk (blue grass), Didier Lotrel (chanteur) et bal sur les rythmes enivrants de la salsa et de la samba.

— Enfin, le mardi 9 novembre, grand meeting, à la salle du Faubourg. Avec René Carron (USCG), Gérald Crettenand (FSCG), Michel Jörimann (PS), Jean Vincent (PdT) et Paolo Gilardi (PSO).

### Votations genevoises :

#### DÉJÀ DES ABUS POLICIERS !

C'est de justesse (47 o/o contre, 53 o/o pour) que la Loi sur la police a été acceptée lors des votations genevoises du 26 septembre. Cette loi, rappelés-le, introduit le contrôle d'identité avec garde à vue, prise d'empreintes, etc... sans limiter la durée de l'arrestation sous prétexte de "prévenir la criminalité".

En fait de prévention, moins d'une semaine après ce résultat (où tous les quartiers populaires et de gauche ont dit non) la police genevoise en donne un exemple plus que parlant. Vendredi 1er octobre, un jeune promoteur immobilier de 25 ans, Jürg Staubli de Berne, a mobilisé une bande de "rockers" armés de couteaux et de matraques pour vider manu militari des squatters de la rue Soret, dans un immeuble qu'il vient de racheter. Même les promoteurs immobiliers genevois ont dû se fendre d'un communiqué dénonçant ces "pratiques qui ne sont pas genevoises". Il faut dire que les "rockers" ont blessé deux occupants. La police est venue arrêter les "rockers" et le promoteur, les a remis à la justice. L'affaire est en cours, bien que les inculpés aient été déjà relâchés.

Mais le plus important est que la police genevoise avait été avertie à l'avance par les propriétaires immobiliers que ce Staubli préparait son saccage. Elle n'est pas intervenue ! En fait de prévention... elle disparaît quand il s'agit de prévenir les profits des régisseurs.

L'autre objet de la votation du 26 septembre, l'initiative 0,7 (qui prévoyait un fonds d'aide au développement) a été rejeté à 2 contre 1. La campagne bourgeoise — de cette bourgeoisie impérialiste qui pille le Tiers Monde ! — contre ce projet a eu prise, surtout en période de crise économique.

correspondant

### La Chaux-de-Fonds :

#### Contre Begin et Sharon

A l'initiative du PSO, un rassemblement de protestation contre les massacres de Sabra et Chatila et la politique de Begin et Sharon a été organisé par le PSO, le POP et le comité d'action Tiers Monde (qui groupe les associations de solidarité internationale de la ville). Plus de 100 personnes ont participé à ce rassemblement qui s'est poursuivi par une veillée jusque tard le soir.

L'organisation révolutionnaire de jeunesse La Taupe a lancé une pétition pour protester contre les massacres et la politique israélienne au Liban et soutenir le peuple palestinien. En quelques jours, plusieurs centaines de signatures ont été recueillies au Gymnase cantonal et à l'Ecole de Commerce. La pétition sera envoyée prochainement à l'ambassade d'Israël.

### Marx, la mort et les autres

Trotsky disait que la mort, la sexualité et la faim étaient les trois problèmes fondamentaux de l'humanité. Pourtant, les marxistes ont très rarement abordé la question de la mort en tant que telle, en tant qu'échéance nécessaire de toute existence. Pour tenter de combler ce vide (dans lequel s'engouffrent les mystifications religieuses), une brochure pose quelques jalons pour une conception marxiste de la mort : celle-ci y est envisagée à la fois comme nécessité éternelle et comme phénomène historique. Elle ne se limite pas au domaine du corps, mais s'intègre à tous les niveaux de l'existence humaine. Enfin, il apparaît que la mort ne relève pas de la métaphysique, mais révèle les rapports de l'être humain à son époque historique, à sa classe sociale et à ses options politiques.

Brochure de 72 pages, à commander à M. Perronoud, Fbg de la Gare 13, 2000 Neuchâtel. Fr. 4.—, plus le port.



### Cours de formation sur la Pologne :

#### QUELLE AFFLUENCE !

Environ 300 personnes, sympathisant(e)s et militant(e)s du PSO, se sont réunies à Berne le dimanche 3 octobre pour suivre le cours de formation consacré à la Pologne. Une affluence massive, provenant de toutes les régions du pays.

Le premier rapport, présenté par Ernest Mandel, membre du Secrétariat unifié de la IVe Internationale, traitait des problèmes actuels de la révolution politique. Notre camarade souligna que ce terme de "révolution politique" ne signifiait pas "changement superficiel" ou simplement "réajustement politique". Il s'agit au contraire d'impulser aussi de profonds changements sociaux pour répondre aux problèmes d'une société de transition.

L'autre aspect mis en évidence dans ce rapport concernait ce que notre jargon appelle "l'unité de la révolution mondiale". Mandel montra en quoi la lutte des travailleurs polonais et celle des ouvriers salvadoriens n'étaient pas contradictoires, mais poursuivaient une série d'objectifs communs, bien que dans des conditions économiques, sociales et politiques différentes. De cette unité — qui n'est toutefois pas une identité — découle la nécessité de développer une organisation internationale révolutionnaire, capable d'intégrer, dans son action et son programme, les leçons et les nécessités de la lutte en Pologne comme au Salvador.

Le deuxième exposé, fait par Cyril Smuga, rédacteur responsable de l'édition polonaise d'Inprekor, présenta l'état actuel du mouvement ouvrier polonais. A l'aide de nombreux exemples, il décrit le processus de réorganisation de ce mouvement ainsi que ses axes de lutte. Il indiqua notamment comment "Solidarność" clandestine avait progressé d'une discussion sur la nécessité d'un compromis avec la bureaucratie à la préparation concrète, pratique, d'une grève générale.

Ces deux présentations furent suivies de discussions animées.

Notons, pour terminer, qu'une collecte organisée pour soutenir la diffusion d'Inprekor polonais a permis de rassembler environ 700 francs suisses.

### Vient de paraître :

Genève, le 9 novembre 1932

L'armée assassine 13 travailleurs

brochure de l'organisation de jeunesse La Taupe. Fr. 5.—



## SOMMAIRE

<b>EDITO</b>	
Congrès de l'USS : à gauche, l'aiguillage !	1
<b>POLITIQUE</b>	
Compensation du renchérissement : riposter à l'offensive patronale	3
Pouvoir d'achat : 2,5 o/o en trop ? — Allons donc !	3
Lôzane Bouge en procès : l'inquisition	8
Droit à l'avortement : les deux fronts	8
Référendum en matière de crédits militaires : — Appel du PSO — Sauvons l'initiative !	8
<b>SOCIAL</b>	
Horlogerie : le contrôle public en débat	4
Manifestation des travailleurs de l'horlogerie : une ampleur inattendue !	4
Emploi : autopsie d'une "information"	4
Formation professionnelle vaudoise : la route est encore longue	5
"Etre solidaires", Forum 82 : un succès qui en appelle d'autres	5
Capitalisme et crise	5
<b>DOSSIER</b>	
L'empire des assurances privées (I) : les profits du malheur	6-7
Des chiffres et des noms	7
<b>INTERNATIONAL</b>	
La sociale-démocratie et l'Europe	9
POLOGNE : répression et procès du KOR	9
MEXIQUE : "La lutte de l'opposition la plus décidée"	10
<b>A VOIR</b>	
Jules-Humbert-Droz (1891-1971) : une vie dans le mouvement ouvrier	11
<b>L'ÉVÈNEMENT</b>	
ALLEMAGNE FÉDÉRALE : austérité et crise politique	12
Des raisons d'espérer	12

## abonnez- VOUS

### Abonnements à La Brèche :

	Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . .	22,50
une année, env. ouverte . . .	45.—
une année, env. fermée . . .	55.—
une année, étranger (Europe) . . .	80.—
abonnement de soutien . . .	100.—

Pour toute correspondance :  
La Brèche, 8 bis, rue de la  
Tour, 1004 Lausanne.

CCP 10 -25 669

Editeur responsable C.A. Udry  
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique  
vous intéressent :  
**prenez contact**

Parti  
Socialiste  
Ouvrier (PSO)  
section suisse  
de la IV<sup>e</sup> Internationale

### Adresses des sections romandes et tessinoise

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) / La Brèche,  
case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47  
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds  
case postale 28, 1700 Fribourg 6  
case postale 858, 1211 Genève 3 022 / 20 68 02  
8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne 021 / 23 05 91  
case postale 1532, 2002 Neuchâtel

Partito Socialista dei Lavoratori (PSL) / Rosso,  
casella postale 2400, 6901 Lugano

## Compensation du renchérissement : Pouvoir d'achat :

**L**es choses se sont vite passées. Le tout avait été bien coordonné et calculé.

Le lundi 20 septembre le Conseil fédéral annonçait que l'indice des prix avait été "faussé" durant les cinq dernières années. 2,5 o/o de salaire auraient été versés "en trop" au titre de la compensation du renchérissement. Le mardi 21, l'organe de la grande bourgeoisie, la *Neue Zürcher Zeitung*, titrait "Sevrage de la servitude de l'index" pour tirer à boulets rouges contre la compensation automatique du renchérissement.

Les 22 et 23 septembre, le président de la Banque Nationale, Fritz Leutwiler et le vice-directeur de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIANT) déclaraient en substance : une compensation automatique du renchérissement n'est pas de mise "compte tenu du chômage et du recul du produit national".

Des paroles aux actes, le pont fut vite franchi.

Le jeudi 24, les banques annonçaient la signature d'un accord avec la Société suisse des employés de commerce et l'Association suisse des employés de banque : la compensation du renchérissement pour l'année 1982 est diminuée de moitié pour les salarié(e)s des banques (2,5 o/o au lieu de

## RIPOSTER A L'OFFENSIVE PATRONALE

5 o/o). Certes, les employés de banque ont reçu une augmentation de salaire de 5,4 o/o, dont 2,5 o/o pour la compensation du renchérissement et 2,9 o/o d'augmentation du salaire. L'exercice pourrait ainsi paraître de pure forme.

Mais le représentant des banques, Jeker, a indiqué clairement le sens de cet accord. Il s'agit, fondamentalement, "d'abandonner la compensation automatique du renchérissement". Les banques placent des jalons pour l'avenir. Elles veulent aussi faire signe au patronat d'autres branches économiques.

Il n'y a donc pas de doute à avoir : le patronat veut peser de tout son poids avant les négociations sur le renchérissement, qui se dérouleront cet automne. Il veut exercer le maximum de pression sur les salaires.

La bataille pour la défense du pouvoir d'achat ne fait que commencer. L'Union syndicale suisse (USS), la FTMH (Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie) et la Fédération suisse des consommateurs ont déjà annoncé leur opposition à toute remise en cause de l'indexation des salaires.

La FCTA (Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation) a également fait valoir, à juste titre, que la prétendue erreur avait été déjà largement compensée. En effet, les réajustements de salaire de fin d'année ne compensent pas rétroactivement la perte subie durant l'année. Cette perte s'élève à environ 4 o/o.

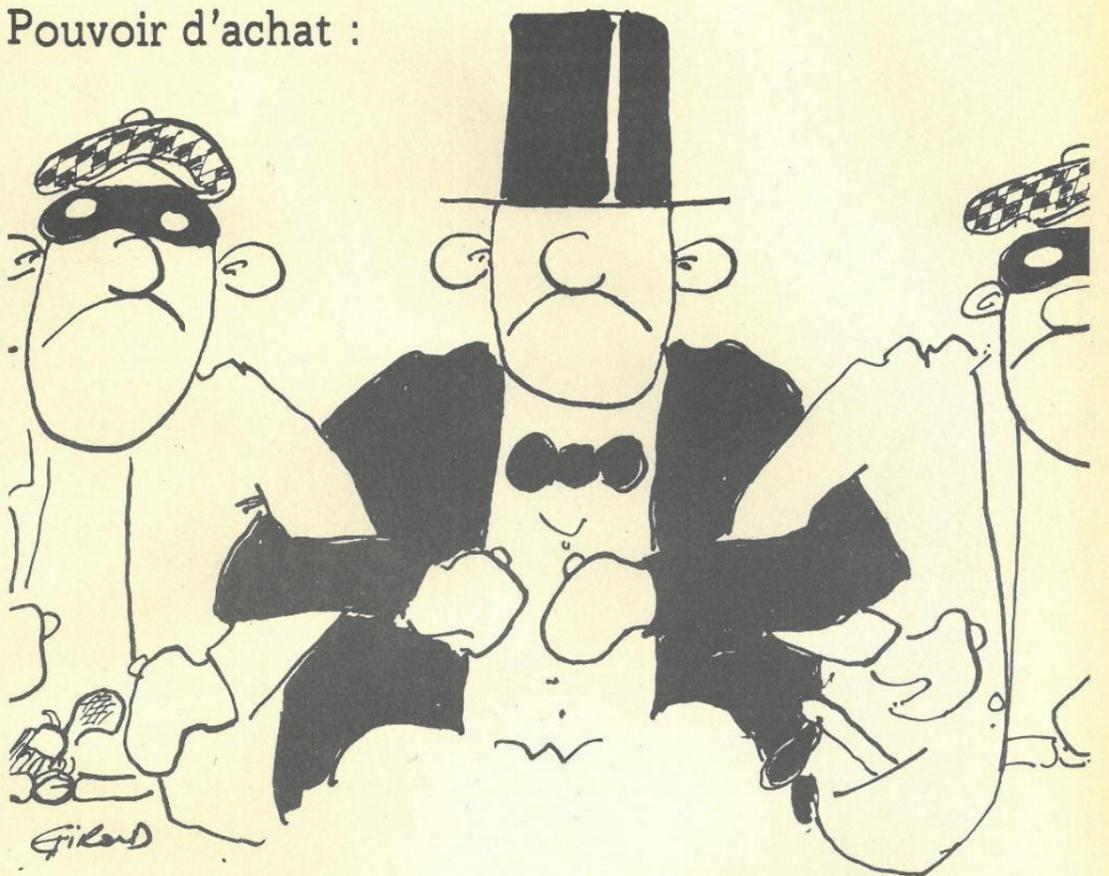
De plus, l'indice des prix ne reflète pas réellement l'inflation.

Il est clair que ces déclarations, aussi percutantes soient-elles, ne sauraient suffire. Pour faire face, il faut se regrouper dans nos entreprises et nos syndicats afin :

- \* d'établir un cahier de revendications : pour une pleine compensation du renchérissement, avec un rattrapage rétroactif, pour une augmentation du salaire réel, pour un autre indice des prix calculé par les syndicats, pour la semaine de 40 heures immédiatement sans diminution de salaire.

- \* de discuter des moyens d'action directe (assemblées d'entreprise, pétitions, manifestations, arrêts de travail) à mettre en œuvre pour contraindre le patronat à accepter nos revendications.

La Brèche



## 2,5% EN TROP? - ALLONS DONC!

\* L'INDICE DES PRIX ACTUEL EST EN RÉALITÉ DÉFAVORABLE AUX SALARIÉS.

Ainsi, une erreur de méthode de calcul aurait accordé 2,5 o/o du salaire en trop aux salariés. La ficelle est grosse. Mais qu'en est-il dans la réalité ?

Selon le Conseil fédéral, l'indice n'a pas tenu compte des variations saisonnières des prix des légumes et des fruits. D'où les 2,5 o/o en trop. Mais l'indice des prix bâlois, lui, tient compte de ces variations. Et il n'est inférieur que de 1,3 o/o à l'indice national "sur-évalué" de 2,5 o/o.

Cela montre bien une chose : les salariés ne sauraient faire confiance aux chiffres officiels.

### Les prestations sociales sont en baisse, et les impôts augmentent

Les mesures d'économie budgétaire aboutissent à une diminution du salaire social : hausse des cotisations aux caisses-maladie, des franchises en cas de traitement médical, augmentations des prix des transports publics, etc...

Toutes les prestations collectives — équipements sportifs, hospitaliers, enseignement, etc. — constituent en réalité un versement différé de salaire. Ils sont également frappés par les restrictions budgétaires.

Ces restrictions n'ont pas eu pour effet de diminuer la charge des impôts pour les salariés. Une enquête de l'OFIANT montre qu'en 1981, les revenus du travail, après déduction des impôts et de la compensation du renchérissement, sont restés au même niveau qu'il y a cinq ans. Cette situation découle, dans une large mesure, de la progression à froid, qui touche en premier lieu les revenus du travail.

### Pour un indice ouvrier, pour l'échelle mobile des salaires !

La compensation du renchérisse-

ment ne peut être laissée au bon vouloir de l'Etat et du patronat.

Se doter d'un indice propre au mouvement ouvrier, voilà l'une des tâches qui devraient être assumées par les syndicats. Cela permettrait de contrer avec efficacité les mensonges et les trucages concernant l'indice officiel.

Un indice est une base de calcul. Si l'on veut éviter toute perte de pouvoir d'achat il faut encore que cet instrument soit utilisé correctement : le salaire doit être augmenté immédiatement après la constatation d'une modification de l'indice. C'est de cette échelle mobile des salaires que nous avons besoin.

L'Union syndicale suisse (USS) l'a constaté elle-même :

"Dans les calculs de contrôle, le matériel de chiffres à disposition n'était plus complet. Il n'a pas été tenu compte de l'aspect important des changements d'assortiments. Les modifications de qualité et de produits sont, de toute façon, un point faible du calcul de l'indice, ce qui laisse supposer que les hausses effectives de prix sont sous-estimées." (communiqué de presse du 22 septembre 1982).

A cela s'ajoute le fait que seuls les prix des biens alimentaires, de la benzine, du chauffage et de l'éclairage

sont relevés chaque mois. Les autres positions de l'index sont relevées tous les trois mois, et même seulement tous les six mois, en mai et en novembre, pour ce qui concerne les loyers. Les hausses de prix intervenues dans les intervalles entre les contrôles n'apparaissent ainsi pas dans l'indice. Cela peut avoir des conséquences importantes, les loyers, par exemple, étant généralement augmentés pour le 1er avril ou le 1er juillet.

### Les salaires sont en retard

"Durant les trois dernières années le produit national a certes augmenté, mais les salaires (...) sont restés en retard sur l'inflation." (USS, 22 septembre 1982)

A fin octobre 1981, la baisse moyenne des salaires réels était de 2 o/o par rapport à la même période en 1980. La baisse a été particulièrement sensible pour les salaires mensuels (-2,6 o/o), tandis que les salaires horaires diminuaient, eux, de 1,2 o/o.

Le retard des salaires ne s'exprime pas seulement par rapport au montant que reçoit chaque salarié de son patron.

Aujourd'hui, seules 67 o/o des Conventions collectives de travail comprennent une clause d'indexation. Seules 16,8 o/o des conventions prévoient une indexation automatique.

C'est dire que ce combat sera long et difficile. On peut, par contre, être sûr d'une chose : sans une remise en cause de la Paix du Travail, sans une lutte directe, il sera difficile, voire impossible, d'obtenir des résultats significatifs. Les directions syndicales ont sur ce point une responsabilité qu'elles ne sauraient écarter.

A. Meylan

Horlogerie :



# Le contrôle public en débat

Avec l'aggravation dramatique de la crise dans la région horlogère, un problème est l'objet d'un débat assez général : l'Etat doit-il intervenir et si oui, comment ? Pour les ouvriers de l'horlogerie, cette absence d'intervention de l'Etat a des conséquences directes (dans le canton de Neuchâtel 216 chômeurs sur 1 100 ont épuisé les indemnités fédérales). Pour eux, la Confédération a les moyens d'intervenir et de créer des postes de travail dans la région.

## Manifestation des travailleurs de l'horlogerie :



# UNE AMPLEUR INATTENDUE!

8 à 10 000 personnes dans les rues de Bienne, le 25 septembre : une démonstration de force des travailleurs, malgré la politique démobilitatrice suivie par le mouvement ouvrier depuis des décennies. Cette manifestation montre bien que les travailleurs sont prêts à se mobiliser, lorsque leur syndicat, la FTMH, prend des initiatives. C'est un encouragement pour tous ceux et toutes celles qui, dans la FTMH, exigent depuis longtemps que le syndicat s'engage dans cette voie. Mais c'est aussi un avertissement à la direction de la FTMH : la base veut visiblement un changement de politique, indépendamment du train-train des congrès syndicaux. Si ce tournant n'est pas fait par la direction, des milliers de travailleurs risquent fort de tourner le dos au syndicat, pour des années.

### Un succès pour un politique unitaire

Ces milliers de manifestants, c'est aussi un succès pour la politique unitaire des partis de la gauche. Dès le début de l'année le PSO s'est efforcé, souvent contre vents et marées, de rassembler les partis ouvriers et les syndicats de l'arc horloger, leur proposant de réaliser une large unité sur des objectifs précis de mobilisation. Cette politique a porté ses fruits, tant en ce qui concerne les 15 000 signatures de la pétition que le soutien actif à la manifestation. Le fait qu'il y ait eu autant de monde dans le tronçon des partis de la gauche que dans celui de la FTMH en est la preuve. La politique unitaire a été déterminante pour la réussite des mobilisations dans la région horlogère depuis cet été.

### Des verrous à faire sauter

Les travailleurs ne veulent pas être les dindons de la farce. S'ils descendent dans la rue, ce n'est pas pour se laisser emporter par la prochaine vague de licenciements, mais bien pour y répondre. Si la gauche

ne veut pas les tromper et les abandonner, elle doit avancer de nouvelles perspectives face à l'hémorragie de l'emploi. Il faut faire sauter une série de verrous ! Ce ne sont pas les propositions fumeuses des parlementaires socialistes lors de la dernière session des Chambres fédérales, ni les revendications de Tschumi — reposant toutes sur une relance économique dont personne ne peut prédire le moment — qui vont donner des perspectives d'action et d'unité ouvrière. En se mettant ainsi à la remorque des intérêts de l'économie capitaliste, le mouvement ouvrier va tout droit à la catastrophe. L'emploi sera bel et bien supprimé dans la région horlogère si l'on attend que l'horlogerie suisse retrouve sa compétitivité !

Il faut absolument poser le problème du contrôle public des trusts horlogers, si l'on veut vraiment maintenir des emplois, diversifier, reclasser. En se battant pour cette solution, le mouvement ouvrier retrouvera son attrait pour les travailleurs, en refusant ainsi des solutions qui les laissent isolés et démunis face aux licenciements.

Paul Sautebin

Ce sentiment que "l'Etat doit faire quelque chose" s'explique par plusieurs raisons :

— personne ne croit que les patrons de l'horlogerie veulent et ont intérêt à maintenir l'emploi.

— l'impression de mauvaise gestion des usines est largement répandue, ainsi que l'indignation face aux fortunes amassées par les poches des patrons. Dernièrement trois directeurs d'Ogival (dont le vice-président de l'ASUAG) ont été arrêtés et accusés d'escroquerie (pour un montant de 12 millions !).

— les communes et les cantons n'ont que peu de moyens financiers et ils aident déjà les chômeurs.

— la politique de promotion industrielle est une faillite complète : quelques milliers d'emplois seront créés alors que 50 000 ont déjà été supprimés. De plus elle introduit une concurrence entre communes (de gauche) et cantons.

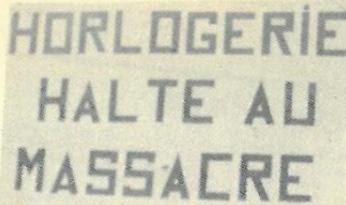
### L'Etat contre l'emploi

"Si les patrons ne sont plus capables d'assurer les emplois, la Confédération a l'obligation d'intervenir" est une idée largement répandue dans la région horlogère. Mais cette idée se heurte pour l'instant à la politique intransigeante du Conseil fédéral, qui est de laisser mourir les branches mortes. Ainsi, le conseiller fédéral Honegger déclarait : "(...) des mesures de soutien proprement dites se sont révélées comme étant un échec dans tous les pays et ont fortement contribué à l'affaiblissement des structures de l'économie et à l'accroissement du chômage (...). La Confédération ne peut acheter des montres. Qu'en ferait-elle ? Nous ne voulons pas non plus prendre des actions dans des entreprises ou nationaliser. Si nous le faisons dans l'horlogerie, nous devrions le faire aussi dans d'autres industries" <sup>1)</sup>. On veut aider Saurer mais pas l'horlogerie. Bonny, le directeur de l'OFIAMT (Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail) dit noir sur blanc : "(...) Le libéral que je suis pense que l'Etat fédéral et les cantons ne doivent pas soutenir des branches économiques fragiles" <sup>2)</sup>.

### Les communes de gauche entre deux feux

Mais l'acuité de la crise et les actions entreprises par les travailleurs de la région ne permettent pas aux communes de gauche (La Chaux-de-Fonds, Le Locle, Saint-Imier) de s'aligner totalement sur cette politique. D'un côté les maires de ces villes siègent dans une commission avec l'OFIAMT. De l'autre la commune de La Chaux-de-Fonds accepte une motion qui demande à l'Etat des "(...) mesures visant le

maintien des postes de travail dans les régions touchées par la récession et permettant l'introduction d'un droit à l'information et à la consultation pour les salariés". Colère de G. Baillod, l'éditorialiste de l'*Impartial*, qui déclare rageusement : "(...) Heureusement (!) que dans son malheur l'horlogerie est dans les mains des horlogers quand on pense ce qui pourrait encore lui arriver si elle était nationalisée par des politiciens si ignorants de tout ce qu'entraînent leurs représentants dans les exécutifs". Puis il polémiquait avec le PS qui avait osé déclarer : "(...) nous n'avons pas senti de volonté manifestée par la Confédération de poursuivre des objectifs précis dans le domaine particulier du maintien et de la défense de l'industrie horlogère". Pourtant le PS,



comme le POP, fait toujours confiance aux patrons de l'horlogerie pour maintenir les emplois, mais demande une intervention financière de l'Etat. Cependant Baillod comprend que l'origine de ce débat est ailleurs quand il répond au PS : "(...) côté socialiste, on s'est laissé entraîner à la remorque d'un simple 'battage' publicitaire on ne peut plus opportuniste du POP, lui-même harcelé sur sa gauche par le PSO ex-LMR en prévision de la grande manifestation horlogère de Bienne".

### Contrôle public ou société mixte

La proposition du PSO du contrôle public sur l'ASUAG et la SSIH provoque donc un débat au sein du mouvement ouvrier et oblige le PS et le POP à répondre. Dans les faits, le PS pense que la proposition de société mixte du POP est irréaliste. Le POP, lui, dit que le contrôle public est irréaliste (dans chaque Voix ouvrière le POP explique qu'il n'y est pas favorable). Mais qu'est-ce qui est réaliste ? Penser que sans mobilisation les travailleurs résoudront le problème de l'emploi ? Proclamer des demi-mesures et continuer à faire confiance au patronat horloger ? L'*Impartial* dit : "(...) La charrue doit rester après les boeufs". Voilà une excellente image du patronat horloger. Et tout le monde sait que les boeufs n'avancent pas vite...

José Sanchez

1) *Wirtschaft*, 23 septembre 1982.  
2) *24 Heures*, 14 septembre 1982.

## Emploi :

### AUTOPSIE D'UNE "INFORMATION"

Quand Omega licencie, les listes de licenciés sont gardées secrètes le plus longtemps possible. Quand Omega, après avoir licencié, met en place un bureau de placement, il se trouve des "journalistes" et des journaux pour emboucher les trompettes de la renommée. Et trompant sciemment leurs lecteurs et les travailleurs. Voici comment cela se passe :

a) dans un premier temps, vous sur-titrez en majuscules : "Bureau de placement Omega". Puis, en corps gras, pour que cela sorte encore mieux, vous indiquez : "Déjà 180 offres" (24 Heures, 1er octobre 1982). N'importe quel lecteur normal et un peu pressé en tire la conclusion que cela ne va pas si mal pour les travailleurs d'Omega, qui ont "déjà 180 offres" d'emplois.

b) Au cas où le lecteur ne se contenterait pas de survoler les titres, les intertitres lui confirmeront son impression première. Il y en a deux : "Problème de mobilité" et "Telekurs s'implantera à Bienne". Le premier, par son aspect général et abstrait, n'évoque rien pour le lecteur. Le deuxième, en revanche, accroît encore l'optimisme du titre principal : une entreprise qui s'installe dans une ville, c'est synonyme d'emplois. Et si c'est annoncé en intertitre, c'est qu'il s'agit de quelque chose d'important, donc de nombreux emplois. Logique, non ?

Or qu'apprend-on à la lecture complète de l'article :

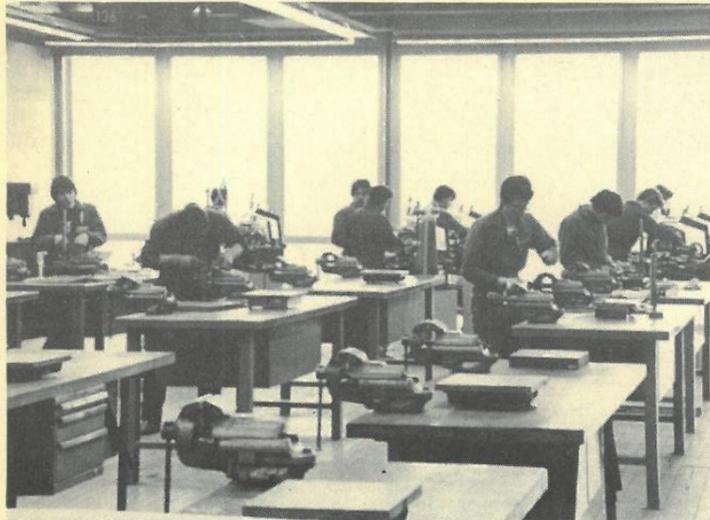
— que sur les 180 offres, 70 émanent de deux banques. Elles ont besoin d'horlogers, les banques ? Evidemment non, mais de travailleurs et de travailleuses non-qualifiés(e)s. Mais, cela, on ne le dit pas. En outre, les "offres d'emplois" sont rares sur Bienne et le Seeland, mais plus nombreuses dans la région zurichoise, genevoise et aux abords de la Romandie". Autrement dit, le titre ronflant se transforme de plus en plus en "180 offres d'emplois majoritairement non-qualifiés et quasiment tous en dehors de Bienne" !

— De plus, l'implantation de la société "Telekurs" à Bienne créera l'incroyable nombre de... 10 à 15 emplois ! Et pas dans l'horlogerie, mais dans l'informatic ! Et, fin du fin, on apprend qu'un projet similaire "a été mis en veilleuse pour des raisons économiques évidentes". C'était pourtant présenté comme un "atout pour Bienne". A ce jeu-là, les travailleurs d'Omega seront "pommes avec le bourg" ! Et le journal qui publie ainsi cette "information" est un sacré tricheur, qui ne mérite que les plumes et le goudron ! Ou les remerciements de la direction d'Omega...



Formation professionnelle  
vaudoise :

## La route est encore longue



Interfoto

Fidèle à son progressisme traditionnel, le Conseil d'Etat vaudois est en train d'élaborer une loi d'application sur la formation professionnelle qui se trouve être en retrait, sur plusieurs points, de la loi fédérale ! Consulté par le gouvernement, le Cartel syndical vaudois a saisi l'occasion pour tenir une journée d'étude lui permettant de mieux préciser ses revendications. Ce fut l'occasion de s'apercevoir combien le mouvement ouvrier vaudois avait délaissé ce terrain. Si la volonté de faire quelque chose était présente, il ne faut pas cacher que la route est encore longue.

Samedi 2 octobre, une trentaine de personnes ont participé à cette journée organisée par le Cartel. Les participants se sont divisés en quatre groupes de discussion consacrés :

- aux examens d'entrée en apprentissage;
- au rôle des syndicats dans la formation professionnelle;
- aux laissés-pour-compte de la formation professionnelle (les filles, les immigrés, les handicapés, les enfants des régions de montagne);
- au rôle et à la place des parents d'apprentis.

Les discussions ont permis de mettre en évidence deux points centraux : le manque de place d'apprentissage de qualité et l'activité des syndicats en direction des apprentis.

### Créer de nouvelles places d'apprentissage

Que ce soit pour répondre aux concours d'entrée en apprentissage ou aux difficultés que rencontrent les filles, les immigrés ou les handicapés à trouver une place d'apprentissage de leur choix, la création de nouvelles possibilités de formation professionnelle est apparue comme une nécessité.

Les participants ont convenu que la nouvelle loi cantonale sur la formation professionnelle, que le Grand Conseil discutera en février, devait contenir la création d'ateliers publics.

L'échange de vue a aussi porté sur l'activité des syndicats en direction des apprentis.

### Une faible présence

Les syndicats sont actuellement très peu présents à l'école professionnelle, parmi les commissaires d'apprentissage et les experts aux examens. Peut-on renforcer cette présence uniquement en adressant des revendications, voire de simples demandes, au Grand Conseil vaudois ? Certains participants ont préféré insister sur la nécessité de

s'adresser activement aux apprentis, en prenant beaucoup mieux en charge leur défense.

L'idée de mener une action contre la taxe de 50 francs que les apprentis paient au début de leur formation a été envisagée. L'organisation de jeunesse "La Taupe" avait récemment distribué un tract dénonçant cette taxe et appelant les apprentis à refuser de la payer.

La tenue de cette journée est un fait positif. Mais ce n'est qu'un début.

correspondant

"Etre solidaires", Forum 82 :



## UN SUCCÈS QUI EN APPELLE D'AUTRES

L'affluence était bonne. 500 militants et représentants d'organisations les plus diverses, suisses et immigrés, se sont déplacés à Berne pour témoigner leur volonté de poursuivre le combat pour l'unité et l'égalité des droits entre Suisses et immigrés.

L'idée maîtresse de la rencontre, à savoir la nécessité de renforcer la collaboration entre Suisses et immigrés dans la lutte pour des objectifs communs, a accueilli le soutien de tous. Les débats dans les groupes de travail, sur l'action syndicale, l'école, la formation professionnelle, le logement, l'activité politique et les églises, étaient animés. Une plate-forme d'action a été adoptée, qui définit une série d'objectifs concrets, et les participants ont d'ores et déjà pris rendez-vous pour une nouvelle rencontre dans un ou deux ans, pour approfondir un nouveau thème et pour faire le point sur le travail accompli.

### Un événement à ne pas sous-estimer !

Rappelons-nous que cette manifestation survient un an après l'échec de l'initiative "Etre solidaires" et quelques mois seulement après le succès du référendum de l'Action nationale contre la nou-

velle loi sur les étrangers. En outre, on se trouve à un moment où la peur de perdre son emploi et le manque de crédibilité des syndicats poussent de nombreux travailleurs suisses à souscrire à l'idée fallacieuse que le renvoi des immigrés résoudre leurs problèmes. Dans ces circonstances la tenue de ce Forum était d'importance, comme le fait qu'un large éventail d'organisations ouvrières et populaires y aient participé. Il fallait démontrer publiquement que la perspective du renforcement de l'unité entre Suisses et immigrés mobilise toujours des couches et des organisations significatives.

### Le gros du travail reste cependant à faire

Une rencontre d'un jour ne résout cependant aucun des problèmes qui se posent. Non seulement parce qu'il s'agit d'impulser un travail "contre le courant" (celui qui s'est manifesté lors de plusieurs

votations populaires ces dernières années...), mais aussi parce qu'il devra s'accomplir contre la résistance passive ou active des directions du mouvement ouvrier. Elles ont participé au Forum et c'est un fait important. Mais elles ne feront rien pour concrétiser les résolutions prises. Une pratique réellement unitaire est trop difficile à concilier avec leur politique de collaboration de classe. Leur objectif actuel réel est de s'inscrire autant que possible dans le moule de la politique de M. Furgler, faite de mesures restrictives et d'une gestion officielle, également très restrictive, de l'"intégration" des étrangers.

Dans ces conditions, l'avenir du travail amorcé dépend essentiellement de l'activité que les militants actifs suisses et immigrés sauront développer à l'échelon local et national. Son impact sera d'autant plus grand qu'ils sauront combiner leur lutte pour un rapprochement entre Suisses et immigrés avec la lutte pour une politique plus combative des organisations ouvrières. Le Forum 82 a permis de fixer quelques jalons sur cette voie. On peut espérer ainsi que sa portée dépasse l'éclat d'une journée.

Faucher

## CAPITALISME ET CRISE

### La déroute des écoles publiques

Toutes les conséquences de la politique d'austérité de Reagan ne sont pas encore apparues en plein jour. A l'heure de la rentrée scolaire aux Etats-Unis, la dégradation de l'école publique est toutefois évidente.

La réduction des crédits fédéraux fait que 55 000 enseignants (contre 44 000 en 1981) sont au chômage; le nombre d'élèves par classe passe de 22/25 à 30 environ. Plusieurs heures de cours considérées comme secondaires (les langues étrangères, par exemple !) ont été supprimées, les bus scolaires se font plus rares (Tages-Anzeiger, 8 septembre 1982).

Reste la possibilité pour les parents d'envoyer leurs enfants dans des écoles privées. Le délai d'attente y est souvent de plusieurs années... A Washington, la moyenne de l'écolage annuel est de 4 000 dollars (8 800 francs suisses); s'y ajoutent les frais de transports et de repas (800 dollars, soit 1 760 francs). Malgré ces prix, les écoles privées se multiplient aux Etats-Unis, l'école publique devenant — on a vu comment — de plus en plus

médiocre. Il existe aussi des écoles religieuses, moins chères, dont l'enseignement progressiste est mondialement connu. On y apprend que "Dieu créa la terre" et que Darwin n'est qu'un suppôt de Satan.

Qu'advient-il de ceux qui ne peuvent se payer une école privée ou religieuse ? Consultez les statistiques de l'analphabétisme aux USA dans quelques années, ils ont de fortes chances d'y figurer...

### Je timbre, tu timbres... ils profitent !

Les menaces de licenciements et les licenciements, un drame, une injustice ? Allons, allons, pas d'attendrissement. Regardons plutôt les choses en face, avec la froide lucidité d'un "décideur" responsable, d'un patron. Voici ce qu'en dit le service de presse patronal de la Société pour le développement de l'économie (SDES) : "Dans le même contexte, on peut encore noter que, tout comme dans les années de crise 75-76, la crainte de perdre son emploi a fait faire ces derniers mois un bond impressionnant à la productivité du personnel (plus grande volonté de

prestation, moins d'absentéisme)." (SDES, no 33, 24 août 1982).

Quels poètes, ces patrons, avec cette productivité qui fait des bonds impressionnants, comme un cabri sur l'alpage ! Et l'angoisse des travailleurs, leur fatigue, la détérioration de leur santé, leur exploitation, elles font aussi des bonds impressionnants ? Sûrement, mais ça rend le tableau tellement moins bucolique qu'il vaut mieux ne pas en parler. Quant aux profits, ils ne bondissent plus du tout; ils sont bien trop lourds pour cela.

L'article se poursuit en indiquant que : "Pour cette raison (le bond de la productivité, nda) gageons que malgré la réduction du temps de travail, la production n'a guère diminué dans de nombreuses entreprises qui ont dû introduire le chômage partiel. Même lorsque, dans ces cas-là, les stocks viennent à s'accroître involontairement, il n'en reste pas moins, pour ces entreprises, un allègement sensible des charges de personnel".

Autrement dit, le chômage partiel permet de faire des économies sur les salaires et accroît la productivité. On le savait déjà, c'est aujourd'hui officiellement confirmé par l'organe pa-

tronal. Dans bien des cas le chômage partiel n'est donc pas nécessaire, il est seulement bénéfique aux patrons.

### De la taule à la taule, en passant par le chômage

Celui qui sort de prison et cherche du travail n'a pas la tâche facile. Encore moins en temps de crise. Et si en plus il n'est plus de prime jeunesse, l'aventure tourne court.

C'est ce qui est arrivé à un détenu du pénitencier d'Orbe. Libéré au mois de mars, il avait vainement cherché du travail. Comme il lui fallait bien manger, il avait chapardé ici une bouteille de vin, là des œufs, ailleurs d'autres victuailles. Commettant ainsi ces épouvantables crimes qui remettent en cause jusqu'aux fondements de notre Etat de droit, comme dirait Furgler. Arrêté, il fournit spontanément la liste de ses larcins : la plupart de ses victimes ne s'en étaient pas encore aperçues (Feuille d'Avis de Neuchâtel, 7 septembre 1982) !

Réincarcéré, il va certainement trouver encore plus facilement du travail à sa prochaine sortie de taule... Jean Valjean, vous connaissez ?

Burke

**PROFITS RECORDS POUR  
LES ASSURANCES PRIVÉES**

Une des raisons de l'évolution mentionnée dans l'introduction réside dans le fait que les puissants patrons des assurances privées ont su, lors du développement des assurances sociales, se préserver une chasse giboyeuse et même l'étendre encore. Non seulement dans le domaine de la prévoyance vieillesse (deuxième et troisième piliers), mais aussi dans celui de l'assurance maladie et accidents <sup>1)</sup>.

En arrière-plan toutefois, une tendance générale du capitalisme du troisième âge en crise semble jouer. Des capitaux sont transférés des secteurs productifs, qui produisent la plus-value, vers des secteurs improductifs, qui ne font que s'approprier une part de la plus-value apparue ailleurs. Ce déplacement des capitaux accroît encore la stagnation économique.

La situation réelle, en ce qui concerne les coûts et les profits effectifs des assurances privées, est difficile à saisir avec précision, vue de l'extérieur. Autant pour des raisons qui tiennent à son objet (calculs actuariels) qu'à cause des bilans faussés par les exigences de l'Etat. La croissance continue des profits distribués par les grandes sociétés est toutefois visible. Ainsi, les dividendes des "trois grandes" s'établissent comme suit :

	"Zurich"	"Winterthour"
1970	33 o/o	26 o/o
1980	44 o/o	46 o/o

et pour la "Société suisse de réassurance", ces chiffres étaient de 34 o/o respectivement 40 o/o !

A ce niveau, même les grandes banques ne suivent plus, ce qui se voit dans le cours des actions. Le cours des actions des grandes banques varie entre trois fois celui de leur valeur nominale (Crédit Suisse, Société de Banque Suisse) et cinq fois (Union de Banques suisses). Celui des actions des assurances privées se situe entre cinq fois et trente fois ("Zurich") leur valeur nominale ! Celui qui hérite d'une action émise à la fondation ou l'a achetée plus tard à bas prix a fait croître son capital de la même manière que Jésus multiplia les pains !

Mais d'où vient que les assurances privées soient si prolifiques, qu'elles arrivent si bien à tirer profit, littéralement, du malheur des autres ?

**UN CARTEL DES PRIX SURFAITS  
CONTROLÉ PAR L'ÉTAT**

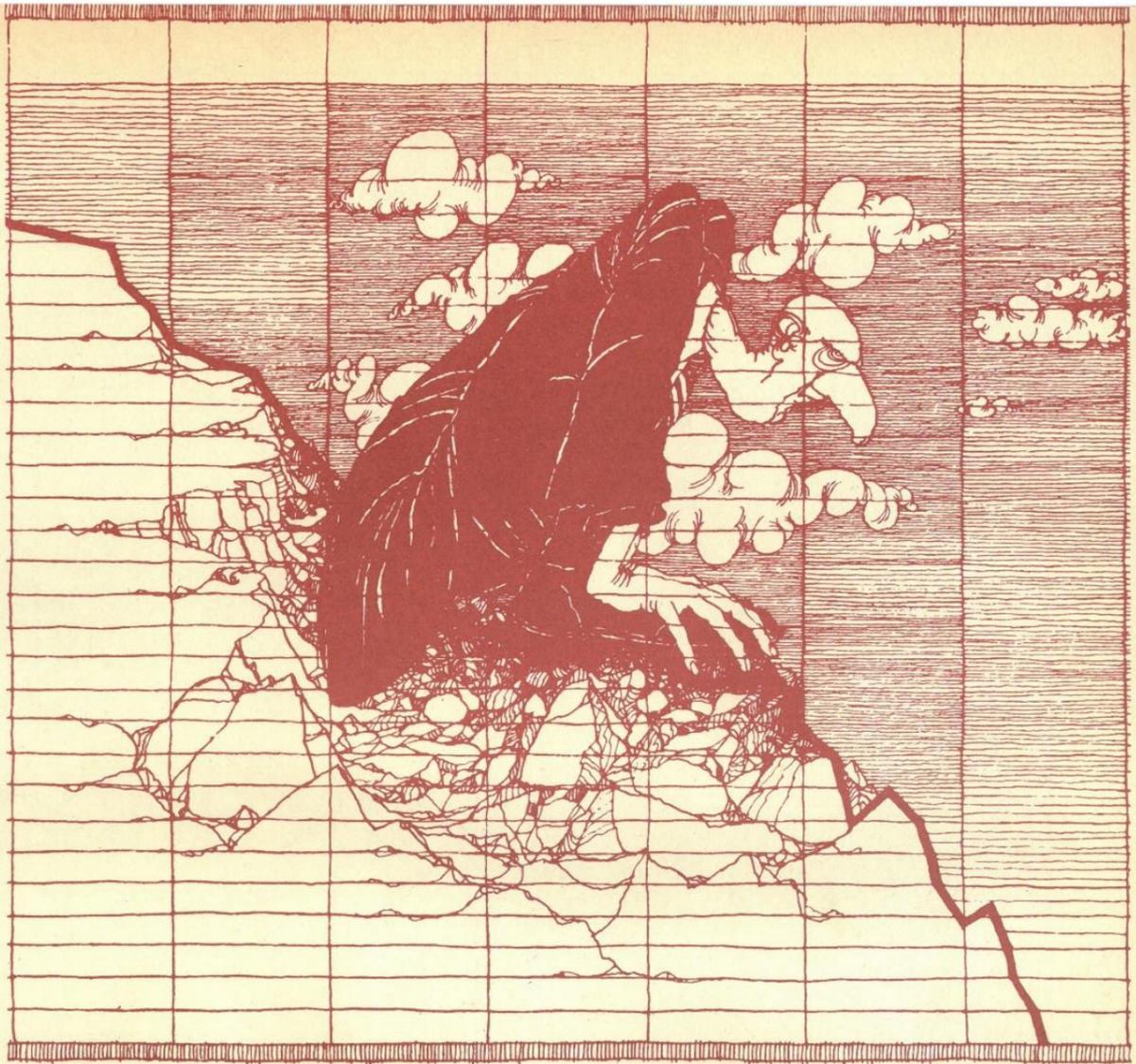
La propagande du lobby des assureurs, orchestrée de main de maître, tourne toujours autour du même thème : contrairement aux assurances publiques "trop rigides", les assurances privées peuvent s'adresser avec "souplesse" à la clientèle, cerner au mieux ses besoins et donc mieux la servir. En même temps, la "libre concurrence" de douzaines de sociétés empêche que la clientèle ait à payer trop cher ces services.

On ne saurait en effet nier que, très "souplement" les assureurs découvrent constamment de nouveaux "manques" dans le réseau d'assurance et que la population soit de fait surassurée. Par contre, il n'y a pas de concurrence qui maintiendrait des bas prix. Tout au contraire : les assureurs, organisés en de nombreuses associations, s'entendent non seulement sur la valeur des primes, mais ont aussi décidé, lors du démarchage de clients de ne pas faire mention d'avantages existant éventuellement ailleurs <sup>2)</sup>.

Ce cartel, placé depuis 1885 sous la surveillance de la Confédération, est en outre quasiment poussé à gonfler les prix par l'Office fédéral chargé de son contrôle. De manière tout à fait arbitraire, ce dernier ne vérifie que si les primes, les provisions et les réserves sont suffisamment élevées pour garantir la capacité de paiement de l'assureur en cas de "développements imprévus et de catastrophes". La pratique de l'Office fédéral chargé des assurances privées va si loin dans la manipulation comptable qu'il exige même la constitution de nombreuses et fortes réserves "latentes", c'est-à-dire qui n'apparaissent pas dans le bilan ! <sup>3)</sup>

Historiquement, ces "précautions" extrêmes dans la surveillance des assurances viennent de l'expérience d'écroulements financiers de sociétés faibles au siècle dernier ainsi que de catastrophes comme l'incendie de Glaris en 1861 ou l'épidémie de grippe espagnole en 1918. Aujourd'hui toutefois les grands risques sont couverts par un tel réseau d'assurances et de réassurances que les exigences fédérales ne servent pratiquement plus qu'à stimuler le pillage de l'assuré.

Les accords privés et la surveillance de l'Etat aboutissent aujourd'hui à des primes largement gonflées, qui laissent encore aux petites sociétés d'assurance travaillant chèrement des rentrées bénéficiaires, alors que les anciennes grosses entreprises de la branche engrangent de gigantesques profits de monopole.



**L'empire des assurances privées (I) :**

**LES PROFITS  
DU MALHEUR**

*Depuis l'entrée en crise de l'économie capitaliste, le cours des actions de l'industrie chimique, de la métallurgie et des machines a chuté d'un tiers, de moitié ou plus encore. Cela reflète pour une bonne part la baisse du profit ou même certaines pertes dans ces branches. Durant la même période, à partir de 1972, les grandes assurances privées ont vu la valeur - déjà élevée - de leurs actions être multipliée par trois. Reflet d'une explosion des profits qui fait fondre le cœur de tout boursicoteur.*

*Voilà qui justifie amplement une présentation de ce secteur. Jean Steiger, auteur du livre "Le deuxième pilier : oeuvre sociale ou affaire lucrative" s'en est chargé. Dans une première partie, il présente les mécanismes de cette explosion des profits et la puissance financière des sociétés d'assurance privées. Un deuxième dossier, que nous publierons dans un prochain numéro, sera consacré aux structures de ces entreprises, à leur poids politique et aux conséquences de l'ensemble pour les salariés.*

**LE TRIBUT PAYÉ AUX ASSURANCES :  
UN TIERS DES PRIMES**

La loi sur la surveillance des assurances (révisée le 23 juin 1978) prévoit que le contrôle de l'Etat sur les primes doit garantir non seulement la solvabilité des sociétés d'assurance, mais aussi "la protection de l'assuré contre les abus" (c'est-à-dire la surcharge financière). C'est de la simple poudre aux yeux, comme le montrent les pratiques mentionnées plus haut de l'Office fédéral et les frais fantastiques d'administration et de démarchage dans la réassurance et l'assurance-accidents.

La méthode de "calcul" de ces frais est exposée dans les rapports annuels de l'Office fédéral en question (cf. colonne page 7). Année après année, un tiers des primes environ disparaît dans les provisions, les autres frais de démarchage, d'administration et dans les bénéfices.

De tels tributs, même les pires seigneurs féodaux n'osaient en prélever !

C'est uniquement dans le domaine de la responsabilité civile pour les véhicules automobiles que la Confédération a abaissé les primes depuis quelques années, en limitant

le tribut prélevé à 26 o/o des primes - 23 o/o pour les frais, 3 o/o pour les gains -, ce qui reste tout de même considérable. Mais cela n'a nullement été le produit de la volonté du gouvernement, mais bien une réaction à une campagne virulente du Touring-Club contre les augmentations de primes intervenues en 1972 et à l'initiative de la VPOD (Syndicat suisse des services publics) pour l'introduction d'une assurance-responsabilité civile obligatoire. Comme jusqu'à maintenant aucun assureur n'a renoncé au secteur de l'assurance-responsabilité civile, il faut en conclure que les 26 o/o prélevés sur les primes sont encore assez lucratifs. Les 7 o/o supplémentaires pour les frais prélevés dans les autres secteurs de l'assurance sont donc de purs surprofits, même d'après les "critères de précaution" de la Confédération.

**LES ASSURANCES PUBLIQUES  
SONT MEILLEUR MARCHÉ**

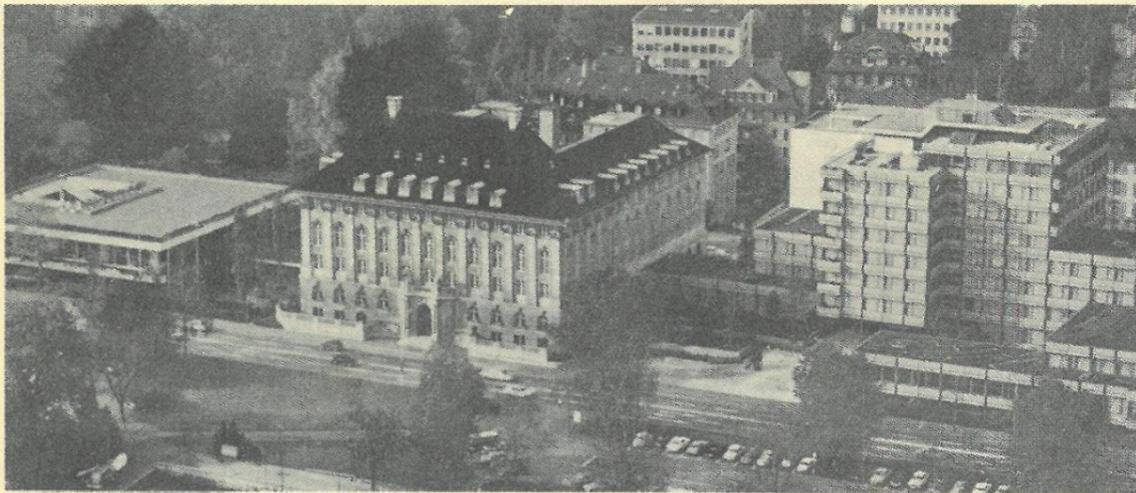
Le système des assurances privées est inutilement coûteux; on le voit très clairement en le comparant à celui des

assurances publiques, où les frais improductifs de démarchage fondent. La Caisse nationale d'assurance (CNA) s'en tire avec 8,5 o/o des primes pour les frais d'administration et 1,5 o/o pour la protection contre les accidents. Même un secteur plus complexe (avec, par exemple, des estimations de sinistres, la défense contre des prétentions injustifiées, etc.) devrait pouvoir tourner avec 12 o/o des primes pour les frais d'administration. En comparaison donc avec le domaine public, les assurances privées utilisent dans la seule assurance-accidents et assurance de dommages environ 20 o/o des primes en plus pour elles, ce qui en une année représente tout de même la coquette somme d'un milliard !

### UNE ÉNORME PUISSANCE ÉCONOMIQUE

En 1980, les assureurs directs<sup>4)</sup> encaissèrent 10,8 milliards de francs de primes et environ 2,2 milliards de revenus des capitaux<sup>5)</sup>. Sur ces 13 milliards, 6,3 furent utilisés pour payer des prestations d'assurance à leurs clients. 3,4 milliards passèrent comme capital de couverture et réserves techniques dans leur fortune, afin de couvrir des prestations futures. Finalement, ils détournèrent 3,1 milliards (soit 3 100 millions de francs) comme frais de démarchage, d'administration et comme bénéfices propres. Vraiment une affaire lucrative, d'autant plus que les provisions dissimulent encore des profits "latents" !

Cette encaisse de 13 milliards ne représente pas moins de 8,5 o/o du revenu national qui s'est ainsi dirigé dans les coffres des assurances privées, bien qu'elles n'occupent que 1,4 o/o des personnes actives. Leur part de la fortune nationale est comparable. Leurs placements en capitaux dans le pays, systématiquement sous-évalués, devraient avoisiner les 43 milliards de francs. Parmi eux, 10 milliards environ, sous la forme d'hypothèques, et plus de 8 milliards, directement ou par le biais de sociétés immobilières, étaient investis dans le sol et la propriété foncière. Bien que leur part du marché des hypothèques et des biens immobiliers soit ainsi sensiblement inférieure à 10 o/o, ils exercent, grâce à la concentration de leur puissance, une grande influence, qui ne joue certainement pas en faveur de bas taux hypothécaires et de loyers bon marché !



L'une des plus puissantes : le siège de la "Rück" (Société suisse de réassurance) à Zurich.

Pour bien saisir l'énorme pouvoir économique des assurances privées helvétiques, il ne faut pas simplement prendre en compte le "marché suisse", mais aussi les "affaires étrangères", encore plus étendues (cf. colonne page 7).

### LA STRUCTURE DE LA BRANCHE

Légalement, un assureur ne peut exercer que soit dans le domaine de l'assurance-vie (régulé par des prescriptions particulières), soit dans celui de l'assurance-accidents et de l'assurance de dommages ou dans le secteur faitier de la réassurance.

Actuellement, il y a 20 sociétés suisses et 2 françaises qui chassent le client dans le secteur de l'assurance-vie. Dans l'assurance-accidents et l'assurance de dommages, il y a 51 compagnies indigènes et 24 étrangères; la réassurance, particulièrement lucrative, est le domaine réservé de 11 sociétés helvétiques. Comme nous l'avons vu, ce fractionnement de la branche, avec ses nombreux petits concurrents conduit à des primes élevées, car la surveillance étatique des assurances fixe des primes si hautes que même les petites sociétés qui travaillent avec des coûts supérieurs se voient garantir dans tous les cas un rendement suffisant.

Les avantages que tirent les "grandes et vieilles maisons" en matière de coûts ont conduit rapidement à une forte concentration de la branche (cf. colonne page 7). Il s'agit ici de la concentration d'entreprises formellement indépendantes. La concentration du capital est encore bien supé-

rieure, car de ce point de vue, les grands trusts des assurances englobent aussi bien les plus grandes sociétés d'assurance sur la vie que les plus grandes compagnies d'assurance-accidents et d'assurance des dommages.

Historiquement et aujourd'hui encore, les sociétés mutuelles disposent de parts importantes du marché suisse des assurances. Cela surtout dans l'assurance-vie, où la Rentenanstalt encaisse à elle seule 28 o/o des primes et où toutes les mutuelles ensemble s'en approprient le 42 o/o.

Cependant, elles ne font pas fonction de concurrence ni de contre-poids aux sociétés anonymes basées sur le profit; elles s'intègrent complètement dans le jeu capitaliste. Comme on le verra, la Rentenanstalt joua même, vu son ancienneté, le rôle de fer de lance de l'assurance capitaliste, par exemple dans la lutte contre le développement de l'AVS/AI en une assurance complète (pensions populaires).

### L'ÉLAN DES DEUXIÈME ET TROISIÈME PILIERS

L'assurance privée est une branche en croissance, qui a su, depuis 1960, presque doubler sa part dans un revenu national lui-même en forte augmentation. La croissance des assurances individuelles et collectives sur la vie est spectaculaire. Ce secteur est celui du deuxième et du troisième pilier de la prévoyance vieillesse et survivants, l'AVS étant le premier pilier. Depuis 1960, le nombre des polices sur la vie est certes resté constant (1980 : 2,7 millions de polices d'assurance), car depuis cette date, pratiquement tous les habitants pour qui une assurance-vie était judicieuse, en étaient munis. Les cas assurés (décès et survivants) ont passé toutefois de 5 000 francs par tête à 25 000 francs<sup>6)</sup> (globalement : 65 milliards !).

Le développement des assurances collectives est encore plus soutenu. En 1960, cette partie du deuxième pilier comptait 375 000 salariés assurés, pour une somme globale de 4,1 milliards; en 1980, il y en avait 2 millions environ<sup>7)</sup>, pour 73,3 milliards. Le capital assuré a ainsi été multiplié par 18 en termes nominaux et par 8 en termes réels ! Naturellement, les profits ont crû dans une proportion égale : la lutte des assurances pour le système des trois piliers fut vraiment payante, au plein sens du terme !

Jean Steiger

# Des chiffres et des noms

### COMMENT S'ENRICHIR EN FAISANT DES "PERTES"

Nos lecteurs se seront certainement demandé comment les assurances-accidents et celles contre les dommages pouvaient se plaindre chaque année de "pertes techniques" et pourtant devenir de plus en plus riches. La solution de cette énigme se trouve dans les rapports annuels de l'Office fédéral qui est chargé des assurances privées. Les comptes des assurances privées y sont regroupés en une espèce de "compte de résultats" de toute la branche. Pour 1980, cela donne :

"Pour l'ensemble des affaires, les primes s'élèvent à 9 654,3 millions de francs, correspondant aux dépenses nettes suivantes :

	en millions de francs	en o/o des primes
Dommages payés	5 789,0	59,96
Part des gains aux assurés	88,5	0,92
Provisions	1 683,0	17,43
Frais d'administration, impôts et taxes	1 519,2	15,74
Réserves techniques	1 320,6	13,68
Total	10 400,3	107,73

la perte technique s'élève donc à 7,73 o/o (1979 : 6,43 o/o; 1978 : 6,58 o/o)".

La "perte" résulte ainsi, premièrement, du fait que l'on mentionne d'énormes frais d'administration et de démarchage (les impôts et les taxes ne représentent que le 1,8 o/o des primes). Deuxièmement, ces comptes ne font pas état des revenus des provisions et des réserves, bien qu'elles aient été prélevées sur les primes et appartiennent donc au compte de pertes et profits. Si l'on ajoute ainsi les revenus nets des placements en capitaux, 959,4 millions, on arrive (avec d'autres postes) à un bénéfice net de 262,4 millions. Le bénéfice net réel, du fait de l'existence de réserves latentes, est toutefois encore bien supérieur.

### DES ASSURANCES IMPÉRIALISTES

Bien qu'il y ait deux douzaines de sociétés d'assurances étrangères concessionnées en Suisse, leur part du marché est mince - 2 o/o - et se réduit. Par contre les sociétés suisses ont encaissé en 1980 environ 13 milliards de primes à l'étranger - 90 o/o de plus qu'en 1970 ! Sur cette somme, 7 milliards proviennent de la réassurance, qui, par nature, fonctionne au niveau mondial. Selon la balance des revenus officielle de la Suisse, 470 millions de profits ont ainsi été transférés de ce marché extérieur en Suisse en 1980.

Ces fruits de l'impérialisme des assurances sont naturellement présentés comme une contribution patriotique à la richesse helvétique. Toutefois, mis à part le fait qu'ils ont été récoltés par un cercle passablement exclusif de possédants, les assurés suisses financent par leurs primes surfaites le développement des affaires à l'étranger. Et chaque année, ils continuent à payer bien plus que ces 470 millions de tribut aux requins des assurances.

### LA CONCENTRATION DANS LES ASSURANCES PRIVÉES

Sur le marché suisse, les cinq plus grandes sociétés d'assurances-vie (sur les 22 du secteur) aspirent le 73 o/o des primes. Ce sont la Rentenanstalt, la Winterthur-Vie, la Vita, la Bâloise-Vie et la Patria. Dans le domaine de l'assurance-accidents et de l'assurance des dommages, sept sociétés (sur 75) encaissent le 67 o/o des primes.

La concentration est encore plus forte sur l'ensemble du marché (étranger y compris). Les cinq "grandes" de l'assurance-vie monopolisent le 80 o/o des primes. Dans l'assurance-accidents et l'assurance des dommages, les quatre plus grandes sociétés (Zurich, Winterthur, Bâloise et Helvetia) s'arrogent le 66 o/o des primes. Dans la réassurance, la Société suisse de réassurance (la "Rück", dans le jargon des initiés) capte à elle seule près de 80 o/o des primes.

Lôzane Bouge en procès :

# L'INQUISITION

Règne de l'arbitraire le plus absolu, procès moyenâgeux en sorcellerie où les coupables sont désignés d'avance, le tribunal de district de Lausanne, sous la houlette de son président, le juge Frossard, est bien l'incarnation de l'Inquisition des temps modernes. Tout est réglé comme sur du papier à musique pour condamner les treize accusés du mouvement des jeunes de Lausanne.

## Des illégalités légales ?

Ainsi les plaintes contre les violences policières ont été classées avant même le procès; les témoins ont été réduits au silence; l'acte d'accusation est basé uniquement sur des rapports de police, véritables tissus de demi-vérités et de faits "arrangés" à la sauce policière comme, par exemple, un album de photos soigneusement classées (pour reconstituer un déroulement niant les violences policières). Le juge informateur a mené son instruction avec des présupposés très clairs dès le début de l'enquête : blanchir les autorités et les policiers mais charger quelques manifestants en les pressant à la fois comme les casseurs et les meneurs. Il a utilisé des méthodes illégales, comme des

écoutes téléphoniques de conversations entre les inculpés et leurs avocats. Quant au président Frossard — connu pour sa manière ultra-autoritaire de mener les débats déjà lors du procès des comités de soldats en 1975 — les avocats de la défense ont demandé au Tribunal cantonal sa récusation pure et simple, tant sa partialité est évidente. Cette demande a été rejetée et le juge Frossard mène les débats à la hussarde, refusant même le droit aux avocats des inculpés de pouvoir s'asseoir les uns à côté des autres !

## La gangrène

Lors de la première journée d'audience, les avocats demandent le renvoi du procès : des demandes d'amnistie sont pendantes devant les Chambres fédérales et devant le

Grand Conseil vaudois. Cette requête est balayée d'un revers de la main. La composition même du tribunal est un exemple de partialité bien ordonnée, puisqu'un juge popiste a été évincé de la liste des juges à tirer au sort. Enfin la menace du huis-clos est sans cesse présente, au nom de la sérénité de la justice !

Ce procès montre, s'il est encore besoin, à quel point cette justice est pourrie. L'Etat de droit est ici, sans aucun fard, le droit au service de la répression. Comme le déclare un des avocats, "cette justice est malade, elle est allergique aux contestataires". Ce procès est un acte de basse vengeance des autorités politiques vaudoises. Il constitue, sur tous les plans, une remise en cause des droits démocratiques les plus élémentaires. Druey, le révolutionnaire radical vaudois du siècle passé, doit se retourner dans sa tombe ! Comme l'affirme une déclaration, signée par plusieurs personnalités vaudoises, c'est "un véritable procès d'opinion" dont les méthodes scandaleuses utilisées "constituent un précédent grave pour tous ceux qui, un jour, pourraient descendre dans la rue pour défendre leurs droits". Cette déclaration se conclut par un appel à l'amnistie pour tous les inculpés, demande soutenue par les trois partis de gauche (PSV, POP, PSO), par la VPOD Vaud-Etat, la Confédération romande du travail et le Manifeste Démocratique.

J.-M. Dolivo

JE VIS DANS  
CETTE VILLE  
DEPUIS 40  
ANS...ET  
JE DOIS  
AVOUE  
QUE JE N'AI  
JAMAIS ETE  
BRUTALISE  
PAR LA POLICE !



R. COBB  
© 1982 ALL RIGHTS RESERVED

CONNECTIONS - MAY 10, 1969

Droit à l'avortement :

# Les deux fronts

\* LA QUESTION DU REMBOURSEMENT DE L'AVORTEMENT EST AU CENTRE DES DIVERGENCES.

Une première étape du débat autour d'une nouvelle initiative pour la libéralisation de l'avortement vient de s'achever. La solution la plus minimale — le droit à l'avortement dans un délai de 12 semaines — a été imposée par une apparente majorité des organisations concernées. G. Plomb (*La Suisse*) s'inquiète à juste titre de ce "démarrage boiteux".

## Quatre variantes

Rappelons que quatre projets étaient en piste au début des rencontres rassemblant l'ensemble des forces politiques (à l'exception du Parti démocrate-chrétien et de l'extrême-droite), l'USS et les organisations féminines et féministes.

La variante fédéraliste (variante III) avait été écartée d'emblée. Les tenants de la décriminalisation (variante IV), l'OFRA et les POCH, s'étaient ralliés à la variante du délai incluant le remboursement par les caisses-maladie (variante II). Les Féministes radicales s'en tenaient à la seule décriminalisation intégrale,

et l'ASDAC (Association pour le droit à l'avortement et à la contraception) s'appretait à se rallier à la variante II au cas où une seule voix manquerait.

A l'issue de la troisième séance, en juin 1982, deux projets s'affrontaient (variantes I et II); deux conceptions de campagne et d'unité, deux contenus de classe sans aucun doute.

En effet, le financement par les caisses-maladie s'avère important tant d'un point de vue politique fondamental que dans la situation conjoncturelle. Sans financement, l'avortement reste un droit accessible aux femmes qui peuvent payer...

ou à celles qui peuvent faire valoir des états de profonde détresse. Le libre choix n'est donc aucunement garanti dans de telles conditions.

## Deux camps

Deux camps donc. Presque à égalité. D'une part autour du délai simple (variante I), toutes les organisations bourgeoises (radicale, libérale, UDC et Indépendants), ainsi que l'USS, l'USPDA (Union suisse pour la décriminalisation de l'avortement), l'ASF (Alliance des sociétés féminines) et l'ADF (Alliance pour les Droits de la Femme). Ces trois dernières annonçant d'ailleurs leur ralliement possible à la solution plus progressiste incluant le remboursement (variante II), les autres l'excluant.

D'autre part, autour de la combinaison du droit et du financement (variante II), l'OFRA, et toute la gauche, PSO, PdT, PSA, POCH, SGSG, La Taupé, Jusos, Femmes pour la Paix.

Et le Parti socialiste (PS)... oscillait, selon l'humeur de ses représentantes, entre les variantes I et IV, marquant cependant un net intérêt pour inclure le remboursement. Jusqu'alors les pures manœuvres de majorité arithmétique avaient été évitées au profit d'un échange d'arguments sur le contenu et les objectifs propres aux deux solutions. La position charnière du PS était décisive. Or le PS rejoignit l'USS alignée dès le départ derrière la solution minimale, aux côtés des "grosses organisations" de la vie politique suisse, c'est-à-dire la droite.

## Quelques questions au PS

Le PS faisait ainsi bon marché

des arguments des organisations féministes et de la gauche active :

\* Pourquoi ne pas imposer demain, avec les partis parlementaires majoritaires (UDC, radical et socialiste), la solution du délai au lieu de recourir à une initiative populaire ?

\* Pourquoi se cacher derrière une loi qui contraint depuis mars 1982 les caisses-maladie à rembourser les avortements dans le cadre actuel du Code pénal... alors que ce cadre sera justement modifié par la nouvelle initiative ? Et surtout pourquoi faire confiance aux bourgeois qui promettent d'assurer — ensuite — le remboursement, eux qui savent si bien imposer leur politique d'austérité ?... D'ailleurs Mme Petitpierre (députée radicale genevoise) affirme sans détour (*La Suisse*) que "la question du remboursement est secondaire".

\* Pourquoi choisir des "alliés" dans le camp bourgeois, eux qui trahissent les intérêts des travailleurs et bradent démagogiquement ceux des femmes ? Des alliés qui ne sont même pas sûrs puisque les radicaux n'ont pas encore donné leur accord définitif. Des alliés enfin qui n'ont aucune volonté de récolter activement les 120 000 signatures !

C'est le choix d'une politique tournant résolument le dos aux intérêts des travailleurs et des femmes. Cette alliance de raison dictée par les instances du PS à la veille des élections nationales sera-t-elle définitivement soudée ?

Notre départ du comité (avec les POCH et l'OFRA) les inquiète malgré tout, car nos capacités de récolte les intéressaient... A leur appel : "la porte reste ouverte, revenez", nous répondons : "la nôtre aussi, faites un pas de plus, rejoignez la solution progressiste du financement" !

Pourra-t-on les obliger à faire ce pas ?

correspondante

Référendum en matière de crédits militaires :

- Appel du PSO -  
SAUVONS  
L'INITIATIVE !

La situation est alarmante.

Le Parti socialiste suisse (PSS) a, à ce jour, récolté moins de 40 000 signatures. L'initiative doit être déposée en mai 1983. L'échec de la récolte de signatures serait une victoire pour la bourgeoisie, qu'elle utilisera à fond contre le mouvement ouvrier et le mouvement pour la paix, contre toutes les forces de gauche et progressistes ! Et cela à un moment qui de toute façon est déjà difficile : croissance du chômage, réduction des dépenses sociales, renforcement de la droite, réarmement.

Inutile de se perdre dans de longues déclarations :

cette initiative doit absolument être sauvée !

Le PSO est prêt à y consacrer toutes ses forces. Cette initiative n'est pas la propriété exclusive du PSS, même si ce dernier la vola par une manœuvre à d'autres forces de la gauche, dont nous étions. Et même si, lors de son Congrès 1980, le PSS s'était engagé à la faire aboutir seul !

La direction du PSS doit entreprendre tout ce qui est nécessaire afin de réunir les signatures nécessaires. Elle doit se déclarer prête à travailler ouvertement et sans manœuvres avec nous et avec toutes les forces prêtes à fournir leur contribution !

Il s'agit d'une condition sine qua non à la réalisation de l'objectif : réunir les 100 000 signatures nécessaires.

Le PSO va demander localement et nationalement la tenue de séances unitaires. Une récolte de signatures largement organisée les 26 et 27 novembre (votations fédérales) et durant la période de Noël est possible et nécessaire.

Bureau Politique du  
PSO/SAP/PSL



Le 8 mars 1982 à Lausanne.

**E**vincé du gouvernement d'Allemagne fédérale, l'un des plus importants partis socialistes d'Europe occidentale, le SPD d'Helmut Schmidt, paie le prix fort pour 16 ans de gouvernement bourgeois. La jeunesse n'a plus confiance en lui pour réaliser ses aspirations et se tourne vers les "verts" écologistes. Les travailleurs — qui s'étaient mobilisés pour le porter au gouvernement contre Strauss — ont vu s'étioler les réformes sociales promises alors que le nombre des chômeurs atteint 2 millions. Et surtout : il a suffi que l'insignifiant parti libéral FDP, que le SPD avait lui-même mis en selle pour justifier ses compromis bourgeois, change de camp et s'allie avec la démocratie chrétienne (CDU) pour que tout l'édifice s'effondre !

Après le succès de Mme Thatcher contre les travaillistes anglais, celui de l'alliance CDU-FDP confirme une chose : la bourgeoisie européenne n'a pas confiance dans la sociale-démocratie (malgré tous ses actes d'allégeance à l'économie de marché !) pour mener à bien son offensive contre les salariés. Sauf en Suisse où les ministres socialistes siègent dans un gouvernement qui mène ouvertement la politique antisociale d'un Reagan ou d'une Mme Thatcher ! Or la CDU veut faire de même : couper les budgets sociaux et "favoriser l'investissement", c'est-à-dire la relance des pro-

## LA SOCIALE-DÉMOCRATIE ET L'EUROPE

fits. Les milieux boursiers allemands ont réagi en conséquence : ils se réjouissent déjà des facilités fiscales et des diminutions de charges sociales promises par le gouvernement d'Helmut Kohl.

Mais entre le projet et la réalisation, il y a un pas. La grève générale des syndicats anglais, la résistance déjà affirmée des syndicats allemands le confirment : il ne sera pas facile, pour la bourgeoisie, d'éliminer tous les acquis conquis par le mouvement ouvrier. Au moment où Schmidt quitte le gouvernement, le socialiste Palme y retourne en Suède. En France, en Grèce, demain en Espagne probablement, des millions de salariés votent et voteront pour les partis socialistes, dans l'espoir de favoriser leur propre résistance au chômage et à la crise.

A peine élus par ces voix des travailleurs, les partis socialistes n'ont pourtant qu'un souci : gouverner avec les bourgeois. "Restaurant ouvrier, cuisine bourgeoise", comme dit le vieux dicton ! Cette politique finit toujours par faire le lit d'un retour en force des partis bourgeois. On l'a vu en Angleterre, on le voit en Allemagne fédérale, on le verra demain dans la France de Mitterrand.

Au gouvernement de plusieurs pays, les partis de ladite Internationale socialiste pourraient pourtant prendre des mesures immédiates en faveur des salariés. La semaine de 35 heures, par exemple, réclamée par les syndicats pour combattre les 15 à 20 millions de chômeurs. Le refus des plans militaristes de l'OTAN qui réarment l'impérialisme et grèvent les budgets sociaux. Mais le SPD s'en est fait l'ardent défenseur, les socialistes grecs ont déjà mis aux oubliettes leur refus de l'OTAN et Mitterrand poursuit les programmes d'armement français.

Pour combattre la crise et le militarisme de l'OTAN, il faut une autre Internationale. Une Internationale ouvrière qui défende les besoins des salariés et des masses européennes contre la bourgeoisie, et qui, par son initiative, appuie des mobilisations de masse pour la réduction du temps de travail, le refus des plans de l'OTAN, la défense des acquis sociaux. C'est ce que la IVe Internationale s'efforce de faire sachant que seules ces mobilisations pourront faire échec à la bourgeoisie comme aux capitulations successives des gouvernements socialistes.

M. Thévenaz

Les centaines de milliers de personnes qui ont participé aux manifestations de rue du mardi 31 août pour célébrer l'anniversaire de la signature des accords de Gdansk en 1980 ont clairement montré la force de Solidarité. Le général Jaruzelski et sa police n'ont pas hésité à tuer cinq manifestants.

Pourtant, le lundi 13 septembre, date de l'entrée de la Pologne dans le dixième mois de l'état de guerre, des milliers de travailleurs descendent à nouveau dans la rue. Aux aciéries Huta Lenina de Cracovie — la plus grande entreprise du pays —, les jeunes ouvriers forment un cortège à la sortie de l'usine pour se rendre en ville. A Wroclaw, les miliciens sont assaillis de toutes parts par des groupes de manifestants.



La gare de Gdansk.

Pologne :

# Répression et procès du KOR

Tout cela témoigne de la volonté massive d'en finir avec l'état de siège, de la détermination de la classe ouvrière dans son refus de la dictature bureaucratique et militaire, et de la profonde aspiration des masses à reconquérir l'ensemble des droits acquis à partir d'août 1980.

### Vers de nouveaux affrontements

La dégradation de la situation économique ne peut qu'accroître l'exaspération d'une classe ouvrière qui, durant dix-huit mois, a dénoncé le parasitisme de la bureaucratie et a affirmé sa volonté et ses capacités de prendre ses affaires en main. La politique de "normalisation" de la Junte militaire de salut national (WRON) se traduit déjà par une baisse de 30 o/o du pouvoir d'achat. Tout indique que ce déclin va continuer.

La bureaucratie a fait la preuve qu'elle n'a rien à offrir aux travailleurs, si ce n'est la répression brutale et sanglante. Les ZOMO (réserves motorisées de la milice) n'hésitent pas à tirer à bout portant sur les ouvriers et sur la foule, comme ils l'ont fait à la mine de Wujek le mercredi 16 décembre 1981 ou à Lublin le mardi 31 août. De nouveaux affrontements très durs se profilent à l'horizon. Varsovie et Moscou s'y préparent.

Le régime renforce la répression. Les condamnations se multiplient. Pour avoir distribué des tracts, participé à des grèves ou à des manifestations, plus de 2 000 militants ont été condamnés à 4, 5 voire 10 ans de prison.

Des milliers de travailleurs sont licenciés pour avoir dit non au despotisme des bureaucrates en ralentissant les cadences, en appuyant les exigences de Solidarité, en se montrant solidaires avec leurs compagnons réprimés.

### Le KOR dans le viseur

Dans les camps entourés de barbelés, le régime commence à "arrêter" des militants — pour l'instant essentiellement des membres du KOR (Comité d'autodéfense sociale) — et ouvre contre eux des procès. La Junte les accuse de conspiration visant "à renverser par la force le régime de la Pologne populaire".

Une fois de plus, ces attaques contre Jacek Kuron, Adam Michnik, Jan Litynski, Henryk Wujek et Jan Jozef Lipski traduisent la volonté du général Jaruzelski de trouver des boucs émissaires et de tout faire pour diviser le mouvement entre conseillers de Solidarité, intellectuels et ouvriers. En accusant Jacek Kuron et ses camarades de "terrorisme", la bureaucratie tente vainement de les présenter comme des provocateurs responsables de la répression actuelle et du maintien de l'état de guerre.

Mais les ouvriers polonais ont montré à plus d'une reprise qu'ils n'étaient pas dupes de ces manœuvres. La direction de Solidarité dans la clandestinité, la Commission provisoire de coordination (TKK), a déjà déclaré, en s'engageant à lutter pour la liberté des anciens membres du KOR : "Cette mesure ouvre la voie à d'autres procès montés de toutes pièces et visant à éliminer de la vie sociale pour de longues années les militants du syndicat. L'affaire du KOR n'est qu'un début. D'autres internés seront ensuite appelés à comparaître devant les tribunaux sous de fausses accusations".

### Solidarité internationale

Les travailleurs polonais et de Solidarité doivent trouver un appui à la mesure de leur détermination auprès du mouvement ouvrier international. Depuis des mois, la preuve est faite que seuls les travailleurs sont prêts à s'engager dans l'aide à

la lutte des ouvriers polonais et du syndicat dans la clandestinité. Comment s'en étonner ? Les atteintes contre les libertés syndicales et contre le mouvement ouvrier sont le lot de la politique bourgeoise d'austérité. La seule préoccupation des banquiers et de leurs alliés est que "l'ordre" soit rétabli définitivement pour assurer le paiement des intérêts de la dette polonaise.

Les intérêts des travailleurs polonais convergent avec ceux des travailleurs du monde entier. Mais pour qu'existe une véritable campagne de solidarité, il faut la construire, il faut se défaire de la routine. Il faut contraindre à l'action tous ceux qui se limitent à des déclarations de bonnes intentions, il faut dénoncer l'hypocrisie de ceux qui se refusent à engager une mobilisation parce qu'ils ont en tête un projet de conciliation entre les travailleurs polonais et la Junte, visant en dernière instance à leur faire accepter le joug bureaucratique.

Les directions des organisations ouvrières sont aujourd'hui soumises à un test : l'ampleur de la campagne contre les procès intentés aux dirigeants du KOR et pour la libération de tous les prisonniers politiques donnera la mesure de la volonté de soutien inconditionnel, résolu, aux revendications et aux luttes des millions de travailleurs polonais.

Dans le mouvement ouvrier, les révolutionnaires doivent tout mettre en œuvre pour lancer des initiatives concrètes de solidarité, impulser une mobilisation large et unitaire contre la répression :

— Libération de Lech Walesa, Jacek Kuron et tous leurs camarades !

— Levée de l'état de guerre !  
— Restauration des droits démocratiques et syndicaux !

Bureau du Secrétariat unifié (SU)  
de la IVe Internationale

(titre et intertitres de la rédaction)

\* *La Brèche* : Rosario Ibarra de Piedra, qui fut la candidate du PRT aux élections présidentielles, est une figure très populaire au Mexique. Peux-tu nous la présenter ?

— Pedro Peñalosa : La candidature de Rosario Ibarra a fait sourire jaune le gouvernement et la gauche. Car Rosario Ibarra représente la lutte de l'opposition la plus décidée et la plus radicale au gouvernement, en particulier à sa politique de répression des militants de la gauche. Elle est dirigeante du "Front national contre la répression", qui regroupe plus de 40 organisations politiques et sociales et lutte pour le droit de grève, pour le droit de manifester, pour la liberté d'expression et surtout pour la libération de tous les prisonniers politiques et l'éclaircissement du cas des "disparus", qui sont environ 500.

La candidature de Rosario Ibarra avait d'autres avantages. D'abord c'était la candidature d'une femme. C'était un atout très important dans un pays où le machisme atteint des proportions énormes et où l'oppression des femmes est une réalité quotidienne. L'aspect combatif de la candidature de Rosario Ibarra est aussi apparu dans son charisme personnel, sa façon de s'adresser aux gens, qui rompait avec le discours traditionnel de la gauche; ce qui faisait que les gens pouvaient s'identifier à ce qu'elle disait.

\* *Quel genre de campagne avez-vous menée ?*

— Le programme de notre campagne était ce que nous appelons un programme de lutte. C'est-à-dire un programme qui rassemble les principales revendications soulevées au même moment par les secteurs en lutte contre le gouvernement : ouvriers, "colonos"<sup>1</sup> ou paysans. Le fait que les revendications des femmes aient été mises en avant par une femme est aussi important.

Dans cette campagne, nous avons mis l'accent sur la nécessité pour les travailleurs de prendre confiance en eux-mêmes, en leurs propres forces pour imposer leurs revendications. Et donc de s'organiser eux-mêmes, indépendamment du contrôle de l'Etat et des partis bourgeois. Paradoxalement, notre campagne électorale appelait les gens à ne pas faire confiance aux élections ! Nous leur avons expliqué que les élections étaient un terrain de plus où les travailleurs pouvaient agir, mais qu'il s'agissait fondamentalement d'un terrain d'agitation et de propagande. Car le problème de la participation électorale est un problème tactique; on ne participe pas toujours aux élections, sauf si on estime pouvoir ainsi faire avancer le niveau de conscience des masses, leur organisation et la centralisation de leurs luttes. Au Salvador, par exemple, nous serions aux côtés de la guérilla.

\* *Depuis les élections, les conditions de vie des masses se détériorent encore plus : nouvelle dévaluation du peso, licenciements, etc. Que signifie dans un tel contexte la décision du président Lopez Portillo de nationaliser les banques ?*

— Malgré le gonflement de ses résultats électoraux, le régime mexicain a dû reconnaître la crise qui était la sienne. Le gouver-

Pays charnière entre les Etats-Unis et l'Amérique centrale, le Mexique de Lopez Portillo tente de naviguer à vue entre les écueils de la crise capitaliste mondiale, les tensions sociales nées du sous-développement et les effets de la révolution centro-américaine. Comment s'inscrit, dans ce contexte, l'action des militants révolutionnaires mexicains ? C'est ce que nous avons demandé à Pedro Peñalosa, membre de la direction du PRT (Parti révolutionnaire des Travailleurs), qui, dans un premier temps précise également certains aspects de la campagne électorale de la section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale. Pedro Peñalosa était en effet le porte-parole officiel du PRT durant cette campagne (voir aussi *La Brèche* no 280 du 28 août 1982).



Elections à la mexicaine : à San Nicolas, district de Nuevo Leon, les flics enlèvent les urnes avant le dépouillement. Ils disperseront les électeurs, furieux, à coups de grenades lacrymogènes.

Mexique :

## « La lutte de l'opposition la plus décidée »

\* ENTRETIEN AVEC PEDRO PEÑALOSA, MEMBRE DE LA DIRECTION DU PRT (PARTI RÉVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS, SECTION MEXICAINE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE).

nement connaissait les chiffres exacts des élections et ces chiffres montraient une baisse du soutien de la population mexicaine. Pour tenter de regagner la confiance des travailleurs, Lopez Portillo a lancé une manœuvre audacieuse, surprenante et de grande envergure : le 1<sup>er</sup> septembre, il a déclaré la nationalisation des banques et le contrôle des changes. Le gouvernement espé-

rait ainsi retrouver l'appui massif de la population. Ces mesures provoquèrent un affrontement avec la bourgeoisie financière, qui menaçait de déclencher une grève patronale. Elle ne le fit pas, car le gouvernement avait lancé sa machine de propagande et réduit les patrons au rôle d'accusés. En outre, en nationalisant les banques, le gouvernement a joué son rôle de "représentant collectif des



capitalistes" : il a exproprié un secteur de la bourgeoisie pour sauver l'ensemble de la bourgeoisie. Et il n'a pas tardé à se réconcilier avec les bourgeois. La preuve : il leur a vendu les actions des entreprises que contrôlaient les banques, environ 600 entreprises, qui constituent une part essentielle de l'économie mexicaine.

L'une des caractéristiques importantes de la conjoncture actuelle au Mexique est que la nationalisation est une mesure qui bénéficie aux masses, mais qu'elle intervient dans le contexte d'une politique d'austérité. Le niveau de vie des travailleurs va continuer à être attaqué, essentiellement par les ordonnances économiques dictées par le Fonds monétaire international (FMI), en complicité ouverte avec le gouvernement et la bourgeoisie mexicaine.

\* *La gauche vient de réunir 110 organisations dans un "front pour la défense du salaire". Que représente cette unité ?*

— La réponse immédiate à la détérioration des conditions de vie des travailleurs ne s'est pas fait attendre. A preuve, la constitution du "Front contre l'austérité et en défense du salaire", qui regroupe la totalité de la gauche au Mexique. C'est le progrès organisationnel le plus important de ces dernières années, car les points de convergences ont été placés au centre de cette démarche, les multiples divergences étant laissées de côté. C'est un signe de maturité de la gauche mexicaine.

\* *Après des années de vie clandestine, les résultats électoraux ont permis au PRT d'être légalisé. De plus en plus de gens, ouvriers, paysans, colonos, hommes et femmes, viennent grossir les rangs du PRT. Quelles sont les tâches organisationnelles que le parti doit résoudre dans cette nouvelle phase ?*

— Le PRT s'est énormément développé dans la campagne électorale. Aujourd'hui, les tâches que le parti doit affronter sont nombreuses, dans la mesure où des nouveaux lieux d'intervention se sont ouverts dans tout le pays. Le PRT a besoin au niveau de l'organisation et de la formation que ses cadres multiplient leurs activités afin de soutenir les milliers de camarades qui sont à la périphérie du parti. La composition sociale en est très hétérogène : il y a de nombreux ouvriers, mais aussi beaucoup de paysans et de colonos, des étudiants, des mères de famille, des intellectuels et des chômeurs.

En même temps, nous affrontons une perspective politique qui est un véritable défi. Il nous faut œuvrer avec une gauche et un parti comme le PSUM (Parti communiste mexicain) qui se jettent toujours plus dans les bras du gouvernement (le PSUM, par exemple, a participé sans aucune critique aux manifestations de soutien à Portillo en septembre) et d'autre part nous avons en face de nous un gouvernement qui est très irrité par notre attitude politique, tant sur le plan électoral que dans la lutte quotidienne.

Ainsi, nous gérons à la fois le gouvernement et la gauche traditionnelle. Les deux cherchent à nous affaiblir et à nous détruire. Ce sera très difficile pour la gauche traditionnelle, car sa politique de collaboration de classe peut lui faire creuser sa propre tombe. Pour le gouvernement aussi ce sera difficile, car nous sommes de jour en jour un parti de plus en plus enraciné parmi les travailleurs. Cela reste notre défense.

1) colonos : habitant d'un quartier ("colonia"). Ils sont chaque jour 2 000 à 3 000 de plus à Mexico, soit environ 1 million par an, sans travail, sans abri, venus des campagnes rejoindre les 16 millions d'habitants de la capitale et de sa banlieue.



A la tête d'une manifestation du PRT : au centre, Rosaria Ibarra, à sa gauche, Edgard Sanchez, l'un des dirigeants du PRT. Pedro Peñalosa est le troisième personnage depuis la gauche (en pantalons blancs).



Trotsky et Humbert-Droz pendant la Révolution russe.

## Jules Humbert-Droz (1891-1971): une vie dans le mouvement ouvrier

### De Tolstoï au communisme

Elevé dans les Montagnes neuchâteloises, dans une famille d'horlogers ayant participé aux premiers pas du mouvement ouvrier au XIXe siècle, Humbert-Droz commença ses activités publiques sous le double signe du socialisme et de la théologie : en 1914, il publia sa thèse de licence sur "Le christianisme et le socialisme : leurs oppositions et leurs rapports". Il apporta ainsi sa contribution à un énorme débat que le mouvement ouvrier suisse traîna comme un boulet théorique.

En 1916, il fut condamné pour objection de conscience. Le texte de sa plaidoirie devant le tribunal militaire fut vendu en quelques mois à 15 000 exemplaires !

Propagandiste du mouvement de Zimmerwald d'opposition socialiste à la guerre, il fut victime "d'interdictions professionnelles" et devint journaliste au quotidien socialiste *La Sentinelle*. Ainsi, il participa activement à la grève générale de 1918, ce qui lui valut une nouvelle condamnation.

Le formidable attrait de la révolution russe l'incite à passer du tolstoïsme au communisme, selon sa propre expression. Il prend alors une part essentielle à l'organisation de l'aile gauche du Parti socialiste suisse (PSS), en s'opposant notamment à Paul Graber (le père de l'ancien conseiller fédéral).

En 1921, il contribue à la fondation du Parti communiste de Suisse (section de la IIIe Internationale). Délégué au troisième congrès de l'Internationale communiste, il en est élu secrétaire sur proposition de Lénine.

Le 21 septembre 1982, une exposition était inaugurée à la Bibliothèque de la ville de La Chaux-de-Fonds, lors d'une cérémonie mondaine agrémentée par la présence du conseiller fédéral Aubert. Pourtant les documents exposés avaient une valeur exceptionnelle : il s'agissait des archives d'une figure importante du mouvement ouvrier suisse et international, Jules Humbert-Droz. Comment expliquer cet hommage posthume à un homme qui rencontra souvent l'hostilité de l'Etat bourgeois et de la droite socialiste ?

### Au service de l'Internationale

Pendant dix ans, il sera plus particulièrement chargé des partis communistes dans les pays latins : Belgique, France, Italie, Espagne, Portugal et Amérique latine.

Il doit utiliser toutes les ressources de "l'art helvétique" de la conciliation pour unifier ces jeunes partis communistes, souvent déchirés par des luttes de tendances. A cette époque, la vie démocratique interne était une réalité vivante que le stalinisme n'avait pas encore étouffée. Dans les débats qui agitent le mouvement communiste international après la mort de Lénine, Humbert-Droz prend parti pour Boukharine. Ainsi, il s'opposa à Trotsky, notamment en soutenant la politique d'alliance des communistes chinois avec le Kuomintang (parti nationaliste bourgeois).

D'autre part, ses divergences avec Staline le mirent dans une position de plus en plus délicate : à partir de 1926, Staline impose une politique sectaire de lutte contre "les chefs sociaux-fascistes".

Respectueux de la discipline, Humbert-Droz accepta de se livrer à plusieurs auto-critiques. N'ayant pas saisi immédiatement la nature sociale de la bureaucratie stalinienne, il faillit finir dans les camps sibériens, comme un autre dirigeant communiste suisse, Fritz Platten. Mais, ayant accepté de publier des textes diffamant "les terroristes trotskystes", il put rentrer en Suisse.

A la tête du Parti communiste suisse (PCS), il dut attendre 1935 pour pouvoir pratiquer ouvertement une politique de "front populaire". Il interprète à tort cette politique d'alliance de la gauche avec "la bourgeoisie démocratique" comme un retour à la politique de front unique ouvrier préconisée par Lénine et Trotsky dès 1921. Il déploya une activité contre le fascisme en Suisse et en Europe. Son soutien aux républicains espagnols lui coûta de nouveaux séjours en prison.

### Du PC au PS

Mais, en 1942, Staline le fit destituer de la direction du PCS dont il fut définitivement exclu en 1943. Comme avant lui d'autres dirigeants des débuts du communisme suisse, il réintègre les rangs du PSS dont il devient secrétaire central en 1946. Mais cette fonction ne lui permettait pas de diriger réellement la politique de la social-démocratie suisse, même s'il en était le représentant dans de nombreux congrès internationaux.

Il déploya également une activité considérable dans les mouvements pacifistes, en particulier lors des initiatives contre l'armement atomique en Suisse. Il collabora aussi avec des organisations comme le Mouvement Populaire des Familles dans la lutte pour les trois semaines de vacances et le droit au logement.

A partir de 1960, il est de retour à La Chaux-de-Fonds où il meurt en 1971, sans avoir pu terminer la rédaction de ses Mémoires et le classement de ses archives, deux tâches que sa femme Jenny a menées à bien.

### De riches archives

Ayant conservé ses archives tout au long de sa longue vie militante, il les utilisa pour ses ouvrages historiques et il les légua à la Bibliothèque de la ville. Ces documents inestimables sont d'autant plus précieuses que les archives officielles de la IIIe Internationale sont toujours sévèrement fermées...

A travers ces documents, il est possible de revoir les activités, les joies, les espoirs et les erreurs de ces hommes et de ces femmes qui luttèrent pour un monde meilleur, plus pacifique et plus juste, et qui étaient souvent confrontés aux multiples formes de répression.

On peut aussi y mesurer l'extraordinaire impact de la révolution socialiste russe et l'énorme gâchis politique et humain du stalinisme, dont Jules Humbert-Droz fut une victime parmi tant d'autres...

Clio

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

**NYON** Aula du Collège secondaire  
sa 16 oct., 20h.30 : *Art Ensemble of Chicago*,  
Great Black Music, Ancient to the Future.  
Cinéma Capitole  
du sa 9 au sa 16 oct. : 14e Festival international de cinéma de Nyon. Infos : case postale 98, 1260 Nyon, 022 / 61 60 60.

**LAUSANNE**  
**FETE ANTIMILITARISTE**, sa 23 oct.  
au CPO, org. par La Taupé. cf. p. 2.  
Casino de Montbenon, Salle Paderewski  
lu 18 oct., 21h. : *Vienna Art Orchestra* (14 musiciens, jazz). Fr. 20.—. Et. : Fr. 15.—.

EPFL, avenue de Cour 33  
sa 16 oct., de 14h. à 01h. : A l'occasion de la "journée mondiale de l'alimentation", forum romand "vaincre la faim" (quelle agriculture ? quelle alimentation ? que faire ?). Avec des tables rondes, des groupes de discussion, des films. Dès 20h.45 : *Dostlar*, musique turque, *le Cabaret chaud 7*, des chants et danses érythréens

avec le groupe folklorique des réfugiés érythréens en Suisse. Org., entre autres : Déclaration de Berne, Fédération romande des consommatrices, Magasins du Monde, Mouvement populaire des familles, WWF, Frères sans frontières, Groupe volontaires Outre-mer.

Grande salle de Prilly  
ve 15 dès 20h.30, sa 16 oct. dès 17h. : cinquantième festival de musique sud-américaine.

Théâtre de Vidy  
du 12 au 30 oct., ma, ve, sa 20h.30; me, je 19h. : *Schweyk dans la Deuxième Guerre mondiale*, de Bertolt Brecht. Mise en scène André Steiger. Direction musicale Jean-François Monot avec l'Ensemble Lyrique de Suisse romande.

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville  
ve 22, sa 23 oct., 20h.30 : *Yol*, de Yilmaz Güney (Turquie, 1982).

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES  
20h.30. ve 15, sa 16 : *Yol (la voie)*, de Y. Güney. ma 26, me 27 : *Elisa vida mia*, de Carlos Saura (Espagne, 1977).

### GENÈVE

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes, 1er  
ve 15, sa 16, di 17 oct., 21h. : *Vienna Art Orchestra*. je 21, sa 22, 21h. : *Paulo Bellinati Quintet*. Org. : AMR.

Salle des spectacles du Grand-Saconnex  
sa 22 oct., 20h.30 : *Michel Buhler*.

Salle des Ranches, VERNIER  
sa 16 oct., 20h.30 : *Maïakovski poète russe* par le TPR (Théâtre populaire romand).

Pic-plouc, impasse rue du Lac  
sa 23 oct., 21h. : *Sylvie Genovese*, guitariste classique. Loc. : 022 / 44 15 76.

Le Théâtre populaire romand (TPR) joue *Les fourberies de Scapin*, de Molière en octobre à 20h.30. A Neuchâtel, je 14, Temple du Bas; Moutier, ve 15, Salle de gymnastique de la Poste; Villars, sa 16, Grande salle de Cormavon; Delémont, me 27, Halle du Château; Porrentruy, je 28, Salle des Jésuites.  
Harry Covert

# L'événement



Ils arrivent (de gauche à droite : Strauss, Genscher et Kohl).

Sauf imprévu, le vendredi 1er octobre sonnera le glas de seize ans de présence gouvernementale des sociaux-démocrates en République fédérale allemande (RFA). Ce jour-là en effet, l'opposition bourgeoise dominée par les démocrates-chrétiens donnera le dernier coup de balai au gouvernement minoritaire d'Helmut Schmidt, dont les jours étaient comptés depuis quelques mois. Indépendamment de la forme et du moment exact de cette sanction, nombre de questions se posent : pourquoi les bourgeois veulent-ils se débarrasser des sociaux-démocrates ? Le gouvernement Schmidt n'avait-il pas sagement géré l'austérité ? Que veut vraiment la coalition bourgeoise, encore hétéroclite ? Qu'est-ce qui a, au fond, provoqué la chute du gouvernement social-démocrate ?



Il s'en va (l'ex-chancelier Schmidt).

Allemagne fédérale :

## Austérité et crise politique

Pour saisir la portée exacte de ce qui se passe en RFA, il faut oublier l'image — souvent fortement exagérée — d'un parti social-démocrate (SPD) galopant de réformes en réformes, qui était encore largement répandue dans les années 70. Dès la nomination d'Helmut Schmidt au poste de chancelier (chef du gouvernement) en 1974, on était officiellement entré dans l'ère de la "politique des réformes qui ne coûtent rien". En 1980, cette politique — transformée en son contraire par toutes les lois antiterroristes — était abandonnée au profit d'une politique de "maintien des acquis". Ce "maintien des acquis" s'appelle aujourd'hui : perte du pouvoir d'achat pour les travailleurs, diminution des budgets sociaux, élévation du taux de chômage, etc. Le budget 1983 négocié entre les deux partenaires de l'ancienne coalition gouvernementale (libéraux du FDP et sociaux-démocrates du SPD) contenait une série d'attaques aux acquis des travailleurs. De l'augmentation des cotisations à l'assurance-chômage en passant par l'introduction de cotisations d'assurance-maladie pour les rentiers et la réduction des prestations de l'assurance-chômage. Or, alors que l'on s'approche de la barrière des deux millions de chômeurs en RFA, 27 0/0 d'entre eux sont déjà réduits à l'assistance publique et les 3/4 vivent avec moins de 1 000 DM (Deutsche Mark; 1 000 DM équivalent à peu près à 850 francs) par mois.

### Le SPD a creusé sa propre tombe

Certes, Schmidt n'est pas Thatcher et sa politique n'a pas la même ampleur. Mais elle a ouvert la voie à l'offensive bourgeoise qui se prépare. Et elle a affaibli le SPD lui-même, qui dans une série d'élections municipales et dans les "Länder" (comparables aux cantons suisses) a vu une part significative de son électoral ouvrier se réfugier dans l'abstention<sup>1)</sup>.

La politique du SPD lui a non seulement coûté auprès des travailleurs, elle l'a également coupé d'une bonne partie de la jeunesse. De celle qui s'est mobilisée à plusieurs reprises contre l'installation de nouveaux missiles nucléaires en RFA, objectif défendu avec acharnement par Schmidt qui avait même menacé de démissionner si le SPD ne le suivait pas. Or le mouvement pacifiste ouest-allemand est un mouvement massif, capable par exemple de réunir 400 000 manifestants à Bonn en juin dernier. Son influence — contrairement au mouvement anti-nucléaire, par exemple — est profonde dans les rangs du mouvement ouvrier.

Il suffit de rappeler que dans les années 60, le SPD et les syndicats (DGB, Deutsches Gewerkschaftsbund) étaient à la tête des mobilisations contre l'armement atomique — menaçant même de recourir à la grève générale — pour mesurer le chemin parcouru par la direction sociale-démocrate.

Incapable d'intégrer la jeunesse, perdant de sa force auprès des travailleurs, montrant de nombreux signes de division interne (dont le dernier en date est la création d'un parti des Démocrates socialistes, situé à gauche du SPD), le SPD perdait beaucoup de son intérêt pour la bourgeoisie<sup>2)</sup>. D'autant plus qu'il venait de poser les jalons d'une politique d'austérité qu'elle entend bien mener elle-même à terme. Voilà ce qui, au-delà des intérêts de personnes et de tactique électorale, est à l'origine de la décision des libéraux de rompre la coalition gouvernementale.

### Un fragile mariage à trois

La décision de renvoyer le SPD dans l'opposition n'a pas été si facile à prendre pour la bourgeoisie allemande. Non pas parce qu'elle porte une grande estime aux sociaux-démocrates. Mais parce que son propre personnel poli-

tique est encore divisé. Il y a non seulement les divisions classiques entre les trois partis bourgeois (CDU/chrétiens-démocrates d'Helmut Kohl, CSU/chrétiens-sociaux de Franz-Josef Strauss et FDP/libéraux de Hans-Dietrich Genscher; les deux premiers collaborent étroitement). Il y a surtout des divergences quant à la dureté de la politique d'austérité à mettre en oeuvre et quant aux méthodes à utiliser.

En gros, une aile emmenée par le "taureau de Bavière", F.-J. Strauss désire à la fois une politique façon Thatcher-Reagan et les moyens pour l'imposer. C'est-à-dire une majorité confortable au parlement; ce qui passe par l'élimination de l'allié branlant qu'est le FDP et la tenue assez rapide d'élections anticipées, afin de pouvoir encore accuser les sociaux-démocrates du marasme économique actuel. Les partisans de cette voie se retrouvent dans les trois partis, en tout cas en ce qui concerne la nécessité d'une austérité draconienne.

L'autre aile, celle de Kohl, préfère ne pas prendre le risque d'une confrontation trop rapide et trop violente. Ainsi le projet de budget de la nouvelle coalition CDU/CSU/FDP ne prévoit "que" la compression de certaines allocations, familiales notamment, et surtout une augmentation de la TVA.

### La leçon de la Hesse

Tout le monde prévoyait une nouvelle défaite électorale pour le SPD lors des élections régionales de la Hesse à fin septembre et une croissance correspondante de la CDU/CSU. Tout semblait s'y prêter : le gouvernement social-démocrate régional s'était mis à dos une bonne partie de la population par sa politique de bétonnage à tout crin (ceinture autoroutière, nouvel aéroport à Francfort) et pronucléaire. Par ailleurs de lourdes menaces planent sur l'avenir de la métallurgie regroupée autour de Francfort. En outre la CDU/CSU

était emmenée par un "battant", Alfred Dregger, ami de Strauss.

Et pourtant : à peu de chose près, le SPD a maintenu ses positions, la CDU/CSU n'a pas réussi sa percée, qui fut le fait des "Verts"<sup>3)</sup>, alors que le FDP disparaissait de la scène politique. Il a suffi que le SPD, à la suite de la rupture de la coalition gouvernementale, apparaisse comme libre de ses mouvements — et confronté à une offensive bourgeoise pour que des milliers de travailleurs retrouvent le chemin des urnes et votent pour "leur" parti, malgré toute sa politique antérieure.

Ce réflexe, en dépit de toutes les illusions qu'il charrie quant à la volonté du SPD de s'opposer à une politique d'austérité, est positif. Il montre que les travailleurs allemands cherchent les voies d'une résistance à la politique bourgeoise et ne s'en laissent pas compter par la CDU/CSU.

Eric Peter

1) C'est ce que soulignait le rédacteur en chef de *Die Zeit*, Theo Sommer, dans un article pour l'hebdomadaire américain *Newsweek* (4 octobre 1982) : "En dernière analyse, la tragédie de Schmidt fut que son propre parti lui refusa le mandat de faire ce qu'il était nécessaire de faire".

2) Willy Brandt, ancien chancelier et président du SPD a bien compris qu'il fallait que les sociaux-démocrates se montrent plus intégrateurs. Il a donc avancé l'idée d'une alliance de tout ce qui se trouvait à gauche du bloc CDU/CSU (soit du FDP aux "Verts"). Mais l'offre est bien trop tardive et l'alliance ne tiendrait pas dix minutes face aux problèmes posés par une politique d'austérité.

3) La poussée électorale des "Verts" rend compte évidemment de la radicalisation de la jeunesse qui s'exprime dans le mouvement pacifiste. Eux-mêmes divisés en plusieurs composantes, ayant déjà connu de sévères disputes dans leurs groupes parlementaires régionaux, les "Verts" peuvent, selon les situations régionales, aussi bien recueillir les voix de libéraux déçus par la politique politicienne du FDP (comme ce fut le cas dans la Hesse) que capter les suffrages de jeunes travailleurs voulant voter à gauche du SPD (à Berlin-Ouest ou à Hambourg, par exemple). Mais les premières polarisations importantes risquent fort de mettre à nu la faiblesse de leurs propositions politiques.

## DES RAISONS D'ESPÉRER

La sérénité de la bourgeoisie allemande a longtemps pu reposer sur la coupure qui existait entre les luttes de la jeunesse et la lenteur relative de la radicalisation ouvrière.

Sous les coups à la fois de la crise capitaliste et de la politique de remilitarisation, cette situation est en train de se modifier.

Certes, la direction du mouvement syndical allemand (DGB) ne s'est pas métamorphosée et reste capable, avec son appareil, de cadencer toute initiative indépendante. Mais son absence de riposte efficace à la crise a fait naître de nombreux débats et a stimulé le développement des oppositions dans le DGB.

Il y a d'abord eu les élections dans les conseils d'entreprise en 1981, où — surtout dans la chimie et la métallurgie — des listes d'opposition, plus combatives, ont recueilli des scores importants, voire même spectaculaires (HDW à Hambourg, Vulkan à Brême). Ces développements se sont aussi exprimés dans des congrès syndicaux, comme celui de la Fédération de la Chimie où l'opposition a regroupé 1/4 des voix. Ce débat sur la politique syndicale a même traversé l'appareil du DGB. Dans la métallurgie, la politique salariale de la direction du syndicat, toute de concessions, a amené une direction régionale, celle de Stuttgart, dans l'opposition. C'est elle qui est à l'origine, par exemple, de la manifestation de 70 000 métallurgistes contre la politique gouvernementale en septembre 1981.

L'autre élément positif est la liaison qui s'établit entre le mouvement pour la paix et le mouvement ouvrier. En Allemagne fédérale, ce mouvement pacifiste est prioritairement et assez clairement orienté contre l'OTAN. A plusieurs reprises, ses initiatives ont été soutenues par des secteurs importants du mouvement ouvrier. Ainsi la manifestation de 300 000 personnes à Bonn le 10 octobre 1981 a été soutenue par 55 parlementaires du SPD — contre le veto de Schmidt — et par plusieurs syndicalistes de renom, dont le dirigeant du syndicat de la métallurgie Georg Benz. De nombreuses sections syndicales, en particulier dans les jeunes, avaient mené un travail de mobilisation, à l'encontre des interdits de la direction du DGB.

C'est cette voie de mobilisation sur ses propres objectifs que le mouvement ouvrier allemand doit poursuivre s'il veut résister à l'austérité. C'est dans ce sens que travaillent nos camarades du GIM, la section allemande de la IVe Internationale.